



Centrafrique : les Zandé tiraillés entre armée, milice et troupes russes

Rapport Afrique N°319 | 20 novembre 2025

30

1995 • 2025

PREVENTING WAR. SHAPING PEACE.

Headquarters

International Crisis Group

Avenue Louise 235 • 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38 • brussels@crisisgroup.org

Table des matières

Synthèse	i
I. Introduction	1
II. Naissance d'une milice ethnique	6
A. Les Zandé se constituent en milice armée.....	6
1. Organisation et fonctionnement des AAKG.....	6
2. Premières offensives.....	8
3. Des liens étroits avec le Soudan du Sud	9
B. Les abus contre les civils et les entraves au dialogue	11
III. Une intégration improvisée dans l'armée	13
A. Formation militaire et commandement russe.....	13
B. Clientélisme et tensions au sein de l'armée	16
C. Une séquence inédite de violence	18
IV. Les risques pour la stabilité régionale et nationale.....	23
A. Une milice plus fragmentée que jamais.....	23
B. Les dangers liés à l'utilisation de milices communautaires	26
V. Briser le cycle de violence dans le Haut-Mbomou	29
A. Réduire les violences contre les civils dans le Haut-Mbomou	29
B. Entamer de nouvelles négociations avec la milice zandé.....	30
C. Mieux encadrer l'utilisation des milices par l'armée.....	32
VI. Conclusion	34
ANNEXES	
A. Principaux événements liés à la milice zandé	35
B. Chronologie des incidents sécuritaires liés à la milice zandé dans le Haut-Mbomou.....	36
C. Premières offensives de la milice zandé contre l'UPC dans le Haut-Mbomou	39
D. Les violences s'étendent dans le Haut-Mbomou	40
E. A propos de l'International Crisis Group	41
F. Rapports et briefings de Crisis Group sur l'Afrique depuis 2022	43
G. Conseil d'administration de l'International Crisis Group.....	45

Principales conclusions

Que se passe-t-il ? En 2024, l'armée centrafricaine a recruté des miliciens de la communauté zandé pour combattre les rebelles peul dans le Haut-Mbomou (sud-est). L'initiative, mise en œuvre de façon improvisée, a aggravé l'instabilité dans cette région, exacerbant les violences contre les civils et entre soldats, y compris avec les alliés russes.

En quoi est-ce significatif ? L'escalade de violence a conduit les autorités à suspendre le processus d'intégration de la milice zandé dans l'armée en mai, renforçant l'hostilité des combattants envers les forces gouvernementales et faisant craindre de nouveaux affrontements meurtriers. Ces revers illustrent les risques liés à l'utilisation de groupes d'autodéfense par l'armée.

Comment agir ? Pour réduire les tensions dans le Haut-Mbomou, Bangui devrait engager un dialogue intercommunautaire et investir dans le développement économique de la préfecture. Le gouvernement devrait également entamer des négociations avec la milice concernant le sort des combattants, tout en garantissant le financement d'une armée professionnelle et représentative de sa population.

Synthèse

En 2024, l'armée centrafricaine a recruté des miliciens de la communauté zandé pour l'aider à combattre les rebelles peul de l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) dans la préfecture du Haut-Mbomou (sud-est). Si l'initiative a contribué à contenir l'emprise des rebelles, elle a renforcé la déstabilisation de la région. Jugeant les autorités trop complaisantes envers leurs adversaires de l'UPC et déplorant d'autres problèmes liés à leur intégration dans l'armée, les miliciens zandé ont engagé des combats meurtriers contre les soldats réguliers et leurs alliés russes, et ont ciblé les civils peul. Ces troubles ont conduit Bangui à suspendre l'intégration des miliciens en mai, renforçant leur hostilité envers les forces gouvernementales et le risque de nouvelles violences. Pour réduire les tensions dans le Haut-Mbomou, Bangui devrait relancer le dialogue intercommunautaire et investir dans le développement économique de la préfecture. L'Etat devrait aussi entamer des négociations avec la milice concernant le sort de ses combattants et garantir le financement d'une armée professionnelle et représentative de la diversité du pays.

Présents en République démocratique du Congo, au Soudan du Sud et en République centrafricaine (RCA), les Zandé forment le groupe ethnique majoritaire du Haut-Mbomou, une préfecture enclavée située à 1 300 kilomètres de Bangui, la capitale centrafricaine. Depuis les années 1980, cette communauté principalement agricole subit la pression des transhumants peul et les attaques répétées de groupes armés. L'insécurité s'est aggravée fin 2016 avec l'arrivée de l'UPC, un mouvement issu de la Séléka, une coalition rebelle dont le putsch en 2013 a plongé la RCA dans plus d'une décennie de violence. L'UPC, qui prétend défendre les Peul, s'est emparée des grandes villes de la préfecture, ciblant les civils zandé. Se sentant abandonnés par l'Etat, les jeunes zandé ont formé en mars 2023 une milice d'autodéfense nommée Azandé Ani Kpi Gbé (AAKG), signifiant « beaucoup de Zandé sont morts » en langue locale. Composée d'un millier de combattants, la milice a rapidement lancé des attaques contre l'UPC afin de reprendre la main sur le Haut-Mbomou, mais elle a manqué de ressources pour vaincre totalement les rebelles.

Grâce à l'activisme de sa branche politique à Bangui, la milice est progressivement parvenue à attirer l'attention du gouvernement centrafricain et de ses alliés russes du groupe Wagner, une société militaire privée liée au Kremlin, conduisant cette dernière à proposer une formation militaire à une partie des combattants zandé. Cette initiative visait à aider le gouvernement dans sa propre lutte contre l'UPC, mais aussi à permettre à Wagner de prendre position dans le sud-est du pays. En mai 2024, les paramilitaires russes ont ainsi formé 200 com-

battants zandé, lesquels ont ensuite été officiellement intégrés dans les rangs de l'armée nationale, opérant sous commandement russe. Le mois suivant, les miliciens incorporés ont participé avec les forces gouvernementales à une vaste opération militaire qui a considérablement affaibli les positions de l'UPC dans la préfecture.

Malgré ce succès, l'insécurité s'est aggravée dans le Haut-Mbomou. En s'appuyant sur une milice ancrée dans une logique identitaire, les autorités ont accentué les tensions dans la préfecture. Intégrés de façon précipitée, les combattants zandé se sont montrés peu respectueux de la discipline militaire, et ont dénoncé le versement irrégulier de leurs primes ainsi que leur surexposition sur le front. Méfiants envers des autorités qu'ils jugeaient trop conciliantes avec l'UPC, les miliciens se sont illustrés par des actes d'insubordination, sévèrement punis par leurs supérieurs russes, et des raids meurtriers contre les forces gouvernementales et les civils peul. L'escalade de violence a contraint le gouvernement à interrompre l'intégration des miliciens en mai. Si Bangui est parvenu à désarmer une centaine d'entre eux, l'autre partie a refusé de déposer les armes, rejoignant le reste de la milice en brousse. Parallèlement, dès février, des miliciens se sont ralliés aux Zandé du Soudan du Sud voisin, engagés dans une lutte de pouvoir avec les Balanda, une minorité rivale, dans le sud-ouest du pays.

Bangui se trouve aujourd'hui à un tournant décisif. Les violences qui ont suivi la création de la milice en 2023, puis son incorporation partielle dans l'armée, ont fait près de 200 morts et des milliers de déplacés dans le Haut-Mbomou, majoritairement parmi les Peul. Le désarmement des combattants intégrés a renforcé l'hostilité de ces derniers envers les forces de l'Etat et fragmenté le commandement de la milice, faisant craindre de nouvelles violences, y compris contre les civils. L'épisode a aussi mis en lumière les risques liés à l'utilisation de groupes d'autodéfense par les forces de sécurité. Depuis 2021, l'armée a eu recours à plusieurs reprises à cette stratégie dans le cadre de sa lutte contre les rebelles. Mais ces initiatives n'ont pas tenu compte des capacités financières de l'Etat, en crise depuis plusieurs années, entraînant des difficultés de paiement. Cette pratique a aussi bafoué les principes clés de la nouvelle politique nationale de défense – adoptée fin 2024 pour sortir le pays de son long cycle de crise sécuritaire –, en particulier la constitution d'une armée qui protège les civils et reflète la diversité régionale du pays.

Afin d'apaiser les tensions et favoriser la cohésion sociale dans le Haut-Mbomou, notamment à l'approche des élections générales de décembre, les autorités centrafricaines devraient, avec l'aide de leurs partenaires tels que l'ONU, relancer le dialogue intercommunautaire. Elles devraient aussi prendre des mesures socioéconomiques pour désenclaver la région, y compris en construisant des routes. En parallèle, Bangui devrait reprendre les négociations avec la milice

concernant le sort de ses combattants. Les autorités pourraient envisager la possibilité de les réintégrer dans l'armée, à condition qu'ils ne soient soumis qu'à la seule hiérarchie militaire centrafricaine, et non à celle de ses alliés russes, et en garantissant, conformément à la récente réforme sécuritaire, le financement d'une armée neutre et représentative de la diversité régionale. Enfin, Bangui devrait renforcer la coopération sécuritaire avec Djouba, afin d'éviter que l'alliance entre les Zandé centrafricains et sud-soudanais n'attise les violences dans le sud-est de la RCA.

Bangui, Bruxelles, 20 novembre 2025

Centrafrique : les Zandé tiraillés entre armée, milice et troupes russes

I. Introduction

Les Zandé sont une communauté d'environ 3,3 millions d'individus, en majorité chrétiens.¹ Les membres de ce groupe ethnique sont principalement répartis dans trois pays d'Afrique centrale et orientale : environ 70 pour cent vivent en République démocratique du Congo (RDC), 27 pour cent au Soudan du Sud et 3 pour cent en RCA. Présents dans la région depuis au moins le XIV^e siècle, les Zandé forment une mosaïque ethnique fédérée autour d'une langue, de coutumes et de l'autorité hiérarchique d'un clan royal nommé Vungara. Ce dernier incarne, encore aujourd'hui, le pouvoir politique au sein de l'ensemble du foyer culturel zandé, et ses membres sont considérés comme les élites de la communauté.² La légitimité des Vungara repose à la fois sur cet héritage historique et sur leur contribution dans la lutte pour la création du Soudan du Sud.³

¹ « Azande in Congo, Democratic Republic of », Joshua Project data, site consulté en novembre 2025. Les Zandé sont également appelés Azandé, qui est la forme plurielle de ce mot dans la langue zandé.

² M. Neven, J. de Potter et H. Danakpali, « Enquête démographique en milieu azande (Uélé, Congo) », Académie royale des sciences d'outre-mer (1962), p. 57.

³ Entretien de Crisis Group, membre du bureau de l'Association des ressortissants pour le développement du Haut-Mbomou, Bangui, mars 2024. A Obo, son fief, la milice zandé fait souvent référence à des figures vungara influentes de l'Etat sud-soudanais de l'Equatoria-Occidental, qui jouxte le Haut-Mbomou. Parmi elles, on peut citer Patrick Zamoï (ancien gouverneur de l'Equatoria-Occidental), Jemma Nunu Koumba (actuelle présidente de l'Assemblée nationale) et le général James Nando (natif d'Ezo, près de la frontière centrafricaine). Originaire de Tamboura, Jemma Nunu est une personnalité politique influente dont le parcours est étroitement lié à la lutte pour l'indépendance du Soudan du Sud. Elle a commencé sa carrière au sein de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA, selon l'acronyme anglais), la branche armée du Mouvement de libération du peuple soudanais (SPLM, selon l'acronyme anglais), le parti politique fondé en 1983 par John Garang, le père de l'indépendance sud-soudanaise. Le SPLM militait en faveur d'une république démocratique et laïque, en opposition au régime islamiste du général Djafar Nimeiry, qui dirigea le Soudan de 1969 à 1985. En 2002, Jemma Nunu, représentant le SPLM, s'est distinguée lors des négociations de paix au Kenya. En 2008, elle est devenue la première femme gouverneure de l'Equatoria-Occidental, avant sa défaite en 2010 face à Joseph Bakossoro, une autre figure vungara souvent évoquée par la milice zandé. Lorsque le Soudan du Sud a obtenu son indépendance en 2011, la SPLA est devenue l'armée nationale et son commandant en chef, Salva Kiir, le premier président du pays. Jemma Nunu a ensuite occupé plusieurs postes ministériels. En 2021, elle est devenue la première femme présidente du parlement

Les Zandé constituent le groupe ethnique majoritaire du Haut-Mbomou.⁴ Située dans le sud-est de la RCA, cette préfecture d'environ 60 000 habitants est la moins peuplée du pays, avec une population inférieure à un pour cent du total national. Elle est aussi distante d'environ 1 300 kilomètres de Bangui, la capitale.⁵ Le Haut-Mbomou s'étend sur un vaste territoire d'un peu plus de 55 500 kilomètres carrés, l'équivalent de la superficie du Togo. Comme de nombreuses autres parties de la RCA, la présence étatique se limite aux autorités préfectorales et communales, à un détachement de l'armée nationale d'une centaine de soldats, ainsi qu'à un hôpital et à quelques écoles fonctionnant grâce à l'aide humanitaire.⁶ En l'absence de routes fonctionnelles reliant la région au reste du pays, le Haut-Mbomou dépend de la RDC et du Soudan du Sud voisins pour assurer ses approvisionnements économiques. Son territoire abrite pourtant des ressources naturelles et minières importantes, notamment du bois, de l'or, du fer et du cuivre. L'ampleur exacte de ces réserves reste toutefois méconnue.⁷

Les Zandé du Haut-Mbomou cohabitent avec des minorités ethniques issues de plusieurs mouvements migratoires. Depuis les années 1980, des transhumants peul et arabes, majoritairement musulmans, se sont installés dans la région, attirés par l'abondance de ses ressources pastorales et fuyant les crises militaro-politiques et les contraintes climatiques au Tchad et au Soudan. Ils se sont notamment établis à Obo, le chef-lieu de la préfecture, ainsi qu'à Zémio et Mboki, ses deux principaux pôles économiques. Ces minorités ont rapidement joué un rôle clé dans l'économie locale en pratiquant le pastoralisme et le commerce de denrées de première nécessité, tandis que les Zandé vivent principalement de l'agriculture et de la chasse. Mais des tensions autour de l'utilisation des terres ont progressivement dégradé

de transition, qu'elle dirige jusqu'à ce jour. Voir « Soudan du Sud : Jemma Nunu Kumba, première femme à la tête du Parlement », *Africaneews*, août 2024.

⁴ La préfecture héberge également plus de 3 000 réfugiés sud-soudanais, qui sont aussi majoritairement issus de l'ethnie zandé et se concentrent à Obo et dans la ville de Bambouti, près de la frontière, où ils représentent jusqu'à 80 pour cent de la population locale. Entretien de Crisis Group, membre de la Commission nationale des réfugiés, Bangui, août 2025.

⁵ « Projections démographiques », Institut centrafricain des statistiques et des études économiques et sociales, 2024.

⁶ Entretien de Crisis Group, chefs de la milice zandé, Bangui, avril 2024.

⁷ Le Haut-Mbomou abrite le parc naturel de Zemongo, une réserve de plus de 10 000 kilomètres carrés qui, au-delà de sa valeur écologique, recèlerait des ressources minérales aux potentialités encore non estimées, notamment de l'or. Elle est également l'unique préfecture du pays à disposer de réserves de sel gemme, utiles aux industries agroalimentaire, pharmaceutique et chimique. Entretien de Crisis Group, personnel humanitaire, Obo, avril 2024. « Aperçu sur le potentiel minier de la République centrafricaine », ministère des Mines, du Pétrole, de l'Énergie et de l'Hydraulique, 2018.

les relations entre les Zandé et les éleveurs transhumants, conduisant à des conflits agropastoraux.⁸

En plus de ces litiges, la région a connu, à partir des années 2010, une tournure plus violente avec l'arrivée en RCA de combattants de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA, selon son acronyme anglais). Ce groupe armé opposé au régime ougandais, et considéré comme une force pro-éleveur, opérait en Afrique centrale et orientale depuis la fin des années 1980 sous la direction de son chef charismatique, Joseph Kony.⁹ Pour éradiquer la menace de la LRA, les armées de l'Ouganda, de la RDC et du Soudan ont lancé, en décembre 2009, l'opération *Lightning Thunder*. Cette offensive a eu pour effet de pousser certains éléments de la LRA vers les forêts voisines du Haut-Mbomou, où ils ont commencé à s'attaquer aux civils zandé.¹⁰

Dans les années qui ont suivi, les acteurs armés se sont multipliés dans la région. En 2012, l'Union africaine (UA) a créé une Force d'intervention régionale (FIR) pour lutter contre la LRA dans le Haut-Mbomou.¹¹ Un an après, une milice zandé sud-soudanaise, les *Arrows Boys*, s'est également lancée à la poursuite des éléments de la LRA dans cette région.¹² Les *Arrows Boys* ont profité de leur présence en RCA pour communautariser leur lutte, ciblant les groupes perçus comme hostiles aux Zandé, notamment les éleveurs peul.¹³ Toutefois, la présence de la FIR a épargné le Haut-Mbomou du chaos sécuritaire qui a suivi la prise de pouvoir de la Séléka, une coalition rebelle à majorité musulmane qui s'est emparée de Bangui en mars 2013 en réaction à un sentiment d'exclusion et de marginalisation des régions du nord et du nord-est du pays.¹⁴

⁸ Le mouvement croissant de bétail est allé de pair avec l'arrivée de braconniers qui empruntaient les couloirs de transhumance depuis la Libye pour opérer dans les forêts locales. Le potentiel agricole et cynégétique du Haut-Mbomou en a pâti, obligeant les Zandé à recourir au vol plus ou moins organisé de bétail, pratiques auxquelles les éleveurs ont répondu violemment. L'absence de réponse étatique a entraîné un cycle de tensions intercommunautaires qui a fini par faire monter les frustrations auprès des Zandé. Entretien de Crisis Group, autorité traditionnelle, Obo, avril 2024.

⁹ Voir le rapport Afrique de Crisis Group N°182, *L'Armée de résistance du Seigneur : échec et mat ?*, 17 novembre 2011.

¹⁰ Entretien de Crisis Group, cadre du ministère de l'Administration du territoire, Bangui, avril 2024.

¹¹ Ibid. Entre 2012 et 2016, la FIR, composée de contingents ougandais, congolais et sud-soudanais opérant avec le soutien logistique de l'armée américaine, a freiné la mobilité de la LRA et réduit les risques de ciblage des civils.

¹² Entretien de Crisis Group, chefs de la milice zandé, Bangui, avril 2024. Voir aussi : rapport Afrique de Crisis Group N°251, *Une arme à double tranchant : comités de vigilance et contre-insurrections africaines*, 7 septembre 2017.

¹³ Entretien de Crisis Group, personnel humanitaire, Bangui, mai 2024.

¹⁴ Entretien de Crisis Group, cadre du ministère de l'Administration du territoire, Bangui, avril 2024.

Le retrait de la force régionale, fin 2016, a laissé un vide que les rébellions centrafricaines ont rapidement comblé. Parmi elles, l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), un groupe armé issu de la Séléka recrutant surtout parmi les Peul en prétendant protéger les éleveurs des milices anti-balaka – formées par les populations locales après 2013 pour combattre les rebelles – s'est imposée dans le Haut-Mbomou.¹⁵ Entre 2017 et 2023, l'UPC a mené au moins 185 attaques contre les civils, en majorité zandé, faisant plus de 65 morts et impliquant des viols et agressions contre des mineurs et des femmes.¹⁶ A ces violences se sont ajoutées des frustrations socioéconomiques, les Zandé estimant que les éleveurs et les commerçants musulmans bénéficiaient des faveurs de l'UPC en matière de liberté de circulation ainsi que de leur protection contre les exactions. Cette perception d'un traitement inégal a alimenté un climat de suspicion et rendu les interactions quotidiennes entre les deux communautés difficiles, au point que, comme le note un cadre de l'Etat, « les Zandé ont commencé à penser que les Peul étaient leurs vrais ennemis ».¹⁷

Ce rapport analyse la création de la milice zandé en mars 2023 et ses répercussions sur la sécurité du Haut-Mbomou et la stabilité nationale. Il repose sur une cinquantaine d'entretiens avec des responsables gouvernementaux nationaux et locaux, des membres et chefs de la milice, des représentants de la communauté zandé, des commerçants et éleveurs peul et arabes, des membres de la société civile et d'organisations internationales, et des officiers de l'armée. Menées entre mars 2024 et octobre 2025, ces entrevues ont eu lieu à Bangui et à Obo. La majorité des personnes interrogées sont des hommes, dont un grand nombre de jeunes âgés de 25 à 35 ans. Crisis Group a pu s'entretenir avec cinq femmes – principalement membres de la communauté zandé et du parti au pouvoir, ainsi que des cheffes d'organisations féminines – et a pris en compte leurs points de vue dans cette recherche. Le faible nombre d'entretiens avec des femmes reflète les structures de pouvoir inégalitaires en RCA. Enfin, le rapport s'appuie

¹⁵ Le chef de guerre peul Ali Darassa a fondé l'UPC en 2014, prétendant protéger les Peul contre les milices anti-balaka. Il est sous le coup de sanctions de l'ONU depuis 2021 pour violations graves des droits humains et actes de déstabilisation. L'UPC est une cible prioritaire pour Bangui, en raison de son rôle central dans la Coalition des patriotes pour le changement (CPC), fondée par l'ancien président François Bozizé, qui a failli renverser le président Faustin-Archange Touadéra en 2021. L'UPC, qui assurait le commandement militaire de la CPC, se finance par l'exploitation des ressources naturelles et l'imposition de taxes routières et sur le bétail dans les territoires qu'il contrôle. Entretien de Crisis Group, cadre du ministère de la Défense et chefs de la milice zandé, Bangui, avril 2024. Voir aussi : « Le Comité 2127 du Conseil de sécurité ajoute une entrée à sa liste relative aux sanctions », Conseil de sécurité de l'ONU, 21 décembre 2021.

¹⁶ Rapport de source confidentielle, mars 2023.

¹⁷ Entretien de Crisis Group, responsable d'une organisation de la société civile, Obo, avril 2024 ; ancien fonctionnaire de l'Etat dans le Haut-Mbomou, Bangui, avril 2024.

sur les précédentes publications de Crisis Group et sur celles d'organismes humanitaires et de recherche.¹⁸

¹⁸ Voir le rapport de Crisis Group N°182, *L'Armée de résistance du Seigneur : échec et mat ?*, op. cit. ; Ned Dalby, « Ending The LRA: Reason For Optimism And Political Commitment », commentaire de Crisis Group, 10 janvier 2012 ; et rapport Afrique de Crisis Group N°253, *Eviter le pire en République centrafricaine*, 28 septembre 2017.

II. Naissance d'une milice ethnique

Face aux attaques répétées de l'UPC, les Zandé du Haut-Mbomou ont fini par s'organiser en milice d'autodéfense, s'appuyant sur le soutien de la communauté en RCA et au Soudan du Sud. Cependant, et malgré le succès de ses premières offensives, qui lui ont permis de reprendre le contrôle de la sous-préfecture de Bambouti, la milice n'est pas parvenue à chasser les rebelles de la région. En parallèle, la création du groupe a entraîné une intensification des violences contre les civils, en particulier contre les Peul.

A. *Les Zandé se constituent en milice armée*

1. Organisation et fonctionnement des AAKG

En mars 2023, un communiqué signé par un ressortissant zandé résidant à Obo a annoncé la naissance de l'Azandé Ani Kpi Gbé (AAKG), ce qui signifie « beaucoup de Zandé sont morts » en langue zandé.¹⁹ Dans ce document, le groupe promettait de combattre l'UPC, de restaurer la sécurité, de protéger les civils non armés et les symboles de l'Etat dans le Haut-Mbomou, ainsi que de soutenir le retour des Forces armées centrafricaines (FACA), lesquelles avaient pratiquement déserté la préfecture depuis 2014.²⁰

A sa création, la milice AAKG revendiquait environ 5 000 combattants et se présentait comme un mouvement jeune soutenu financièrement et logistiquement par une partie de la communauté zandé de la région, ainsi que par les membres de la diaspora.²¹ Il s'agissait principalement de jeunes hommes désœuvrés dont l'âge moyen était de 30 ans, ayant pour la plupart subi des exactions de l'UPC et nourrissant un désir de vengeance à l'égard des Peul.²² On y trouvait aussi des mineurs et des femmes.²³ Bien que minoritaires, les mineurs étaient souvent en première ligne, alors que les femmes assuraient surtout des soins aux blessés derrière les lignes de front. D'après des témoignages recueillis par Crisis Group à Obo, leur présence sur le théâtre des opérations les exposait à des risques d'abus sexuels sur les champs de bataille.²⁴

¹⁹ Entretien de Crisis Group, personnel humanitaire, Obo, avril 2024.

²⁰ Entretien de Crisis Group, chefs de la milice zandé, Bangui et Obo, avril 2024.

²¹ Ibid. Ce chiffre reste toutefois difficile à vérifier. Des responsables de la milice, tout comme plusieurs témoins rencontrés à Obo, affirment que l'ensemble de la communauté zandé serait, par essence, membre du mouvement. Une telle affirmation mériterait d'être nuancée. Dans les faits, la base combattante ne dépasserait probablement pas un millier d'hommes effectivement engagés, le reste relevant davantage d'un sentiment d'appartenance communautaire que d'une mobilisation armée réelle.

²² Ibid.

²³ Entretiens de Crisis Group, personnel humanitaire et membre de la société civile, Obo, avril 2024.

²⁴ Entretien de Crisis Group, responsable d'une organisation de la société civile, Obo, avril 2024.

La milice n'avait, à ses débuts, qu'une capacité militaire très limitée. Elle ne disposait que d'armes blanches, telles que des couteaux, ainsi que de fusils de chasse de fabrication artisanale et d'une trentaine d'armes de guerre usagées.²⁵ Ses munitions provenaient essentiellement du Soudan du Sud, empruntant des sentiers clandestins qui échappaient au contrôle de l'UPC à la frontière.²⁶ Individuellement, des combattants parvenaient parfois à s'approvisionner auprès de soldats de l'armée nationale en rachetant leurs munitions.²⁷

La structure de la milice reposait sur une mosaïque d'acteurs. A sa tête, un « coordinateur » centralisait le pouvoir en le reliant à un « délégué », signataire du communiqué de création de la milice. Ce dernier apparaissait tantôt comme le porte-parole, tantôt comme le véritable responsable du groupe. Quatre généraux autoproclamés supervisaient les opérations militaires. A l'instar de leurs miliciens, ils servaient parfois leurs propres intérêts, notamment par des actes de vengeance contre les commerçants musulmans et par l'accaparement de ressources issues du racket routier.²⁸ Les Bakumba – un terme local désignant les notables tels que les chefs de village, les pasteurs protestants et les conseillers municipaux – jouaient un rôle central dans l'encadrement de la milice. Ils orientaient ses membres sur le plan moral et idéologique, en légitimant son action au nom de la défense de l'identité zandé.²⁹

La milice comptait également sur le militantisme d'un bureau politique basé à Bangui. Celui-ci se composait d'au moins cinq ressortissants zandé, dont d'anciens fonctionnaires de l'Etat, des étudiants, mais aussi d'anciens membres de l'opposition politique, historiquement majoritaire dans le Haut-Mbomou.³⁰ Cette branche politique s'est alors rapprochée du parti au pouvoir, le Mouvement Cœurs unis, y faisant la promotion de la milice en la présentant non comme un groupe rebelle opposé au gouvernement, mais comme une force patriotique déterminée à aider les autorités à reprendre le contrôle politique et sécuritaire du Haut-Mbomou.³¹ Cet argumentaire a fini par convaincre les Zandé de Bangui ainsi que ceux de la diaspora, et a attiré l'attention d'un pouvoir central initialement indifférent (voir section III.A).

Le financement de la milice était structuré autour du soutien communautaire. Les chefs collectaient des ressources auprès de bienfaiteurs locaux, tels que les commerçants et les agriculteurs zandé, les

²⁵ Entretien de Crisis Group, personnel humanitaire, Obo, avril 2024.

²⁶ Ibid.

²⁷ Entretien de Crisis Group, personnel militaire centrafricain, Obo, mai 2024.

²⁸ Entretien de Crisis Group, personnel humanitaire, Obo, avril 2024.

²⁹ Ibid.

³⁰ Entretien de Crisis Group, chefs de la milice zandé, Bangui, avril 2024.

³¹ Ibid.

mobilisant pour la fourniture de vivres et de médicaments.³² Ces sympathisants récoltaient également des renseignements et identifiaient les voix critiques, parfois jusqu'à organiser des enlèvements contre rançon.³³ De son côté, le bureau politique collectait des dons provenant de la diaspora zandé en Europe et aux Etats-Unis.³⁴

2. Premières offensives

Bien qu'elle ait initialement affirmé ne pas viser les symboles de l'Etat, la milice est rapidement entrée en confrontation avec les forces de sécurité centrafricaines, qu'elle accusait d'inaction face aux incursions rebelles.³⁵ En mars 2023, ses combattants ont lancé un assaut sur la gendarmerie d'Obo pour libérer deux de leurs camarades, détenus pour troubles à l'ordre public.³⁶ L'hostilité entre les deux forces a contraint les miliciens à se replier en périphérie d'Obo, d'où ils ont préparé et lancé les premières offensives contre l'UPC.³⁷ Toujours en mars 2023, elle s'est emparée de Bambouti, une ville d'environ 10 000 habitants située à trois kilomètres de la frontière sud-soudanaise et auparavant sous le contrôle de l'UPC.

La prise de cette localité a marqué une nouvelle étape dans le financement de la milice, qui s'est alors davantage tournée vers le racket et le trafic. Après avoir chassé l'UPC de la zone, avec le soutien humain des Zandé sud-soudanais, les AAKG ont progressivement mis en place des barrages routiers pour collecter des taxes illégales sur les marchandises en provenance du Soudan du Sud, ciblant surtout les commerçants musulmans et les éleveurs peul. Ils se sont aussi impliqués dans le lucratif trafic de bétail.³⁸ Les commerçants musulmans et les éleveurs peul étaient les premières victimes de ces extorsions, même si la milice s'en prenait également aux jeunes entrepreneurs zandé réticents à soutenir l'« effort de guerre ».³⁹ Les prélèvements de la milice touchaient par ailleurs les prestataires de la Minusca, la mission de stabilisation des Nations unies, notamment ses fournisseurs de

³² Entretien de Crisis Group, personnel humanitaire, Obo, avril 2024.

³³ Ibid.

³⁴ Entretien de Crisis Group, chefs de la milice zandé, Bangui, avril 2024.

³⁵ Entretien de Crisis Group, personnel humanitaire, Bangui, juin 2024.

³⁶ Ces actions ont rapidement exacerbé les tensions avec l'armée. La rivalité entre la milice et les soldats réguliers trouve probablement ses racines dans le passé. Dans les années 2000, l'armée centrafricaine aurait réprimé brutalement des manifestations à Obo, un événement dont le souvenir reste douloureux pour la communauté zandé du Haut-Mbomou. Entretien de Crisis Group, personnel militaire centrafricain, Bangui, juin 2024.

³⁷ Ses combattants attaquaient avec le peu d'armes qu'ils avaient, comptant principalement sur la protection mystique de leurs amulettes fabriquées au Soudan du Sud et sur les prières de prêtres zandé basés dans la localité sud-soudanaise de Source Yubu, le foyer du mysticisme zandé.

³⁸ Entretien de Crisis Group, personnel militaire centrafricain, Obo, avril 2024.

³⁹ Entretiens de Crisis Group, personnel humanitaire et membre de la société civile, Obo, avril 2024.

carburant.⁴⁰ A Bambouti, la milice aurait en outre récupéré de l'UPC l'exploitation artisanale d'un chantier d'or, même s'il est difficile d'estimer le poids financier de cette activité.

Si la prise de Bambouti a suscité un fort espoir au sein de la communauté zandé, les AAKG ne sont pas parvenus à chasser l'UPC du Haut-Mbomou. Le manque d'armement moderne et de compétences tactiques a compromis les avancées des miliciens face à une rébellion aguerrie et expérimentée.⁴¹ En mai 2023, les combattants de l'AAKG ont tenté de prendre Mboki, le principal fief de l'UPC dans la préfecture, mais les rebelles ont repoussé l'assaut. Les combats se sont soldés par un lourd bilan pour la milice, qui a perdu ses premiers chefs opérationnels, à l'instar du général autoproclamé Gézéko.⁴²

3. Des liens étroits avec le Soudan du Sud

Les liens avec la communauté zandé du Soudan du Sud ont constitué une dimension centrale pour les AAKG. Bien que la RDC concentre à elle seule plus des deux tiers des Zandé, ceux du Soudan du Sud, qui représentent moins de 30 pour cent du total, jouent un rôle stratégique au sein de la grande communauté zandé, pour des raisons à la fois historiques et politiques.⁴³ Au Soudan du Sud, les Zandé vivent principalement dans l'Etat de l'Equatoria-Occidental, contigu au Haut-Mbomou, où se trouve le trône de l'empire zandé. Leurs élites, composées en majorité de membres du clan vungara, jouissent d'une grande influence en tant qu'ethnie alliée du parti au pouvoir à Djouba, la capitale sud-soudanaise.⁴⁴

Les chefs AAKG du Haut-Mbomou ont indiqué à Crisis Group que les Zandé du Soudan du Sud soutenaient leur cause, sans toutefois préciser si cet appui incluait un soutien financier et matériel.⁴⁵ Des sources locales mettent en lumière le rôle de parrain militaire que le général James Nando, ancien chef des *Arrow Boys*, aujourd'hui commandant en chef de l'armée sud-soudanaise dans l'Equatoria-Occidental, a joué pour la milice en RCA.⁴⁶ En outre, dans une perspective de solidarité ethnique, les AAKG critiquent ouvertement le

⁴⁰ Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, Obo, avril 2024.

⁴¹ Ibid. Selon des témoignages recueillis localement, les miliciens ont fait leur entrée à Mboki sans rencontrer la moindre résistance. Cette situation aurait fait partie d'une stratégie délibérée de l'UPC, consistant à les laisser s'installer avant de lancer une attaque coordonnée. Faiblement équipés et nettement moins aguerris que les combattants de l'UPC, les miliciens n'ont pu faire face à la supériorité tactique et militaire de leurs adversaires.

⁴² Entretien de Crisis Group, autorité administrative, Obo, avril 2024.

⁴³ « Jemma's War: Political strife In Western Equatoria », Small Arms Survey, octobre 2023.

⁴⁴ Op. cit.

⁴⁵ Entretien de Crisis Group, chefs de la milice zandé, Bangui, mars 2024.

⁴⁶ Entretiens de Crisis Group, personnel humanitaire et membre de la société civile, Obo, avril 2024.

gouverneur de cet Etat, le général Alfred Futuyo, issu de l'ethnie rivale et minoritaire balanda, qu'ils accusent de collusion et de trafic de bétail avec l'UPC.⁴⁷

Le soutien des Zandé du Soudan du Sud n'était pas désintéressé. Il s'inscrivait dans le contexte des violentes luttes de pouvoir qui secouent l'Equatoria-Occidental depuis plusieurs années. Pendant la guerre civile sud-soudanaise (2013-2018), James Nando et Alfred Futuyo étaient connus comme deux des figures militaires de premier plan au sein des forces rebelles de Riek Machar, qui combattaient l'armée restée loyale au président Salva Kiir. Conformément aux termes de l'accord de paix de 2018 prévoyant un partage de pouvoir, Riek Machar, ayant retrouvé son poste de vice-président, a nommé Alfred Futuyo gouverneur de l'Equatoria-Occidental en 2020. Peu après, cependant, James Nando a fait défection pour rejoindre le camp du président Salva Kiir.⁴⁸ Cette rupture a transformé une rivalité personnelle en une confrontation communautaire, alimentant les violences entre les Zandé et les Balanda dans la région.⁴⁹ En 2021, les Nations unies ont accusé les hommes du général Nando du meurtre d'une centaine de Balanda à Tamboura, l'un des comtés de l'Equatoria-Occidental.⁵⁰

⁴⁷ Alfred Futuyo appartient à la communauté balanda, mais il a également des racines zandé. Entretien de Crisis Group, chefs de la milice zandé, Bangui, avril 2024.

⁴⁸ « Jemma's War: Political strife In Western Equatoria », op. cit.

⁴⁹ Les luttes pour le contrôle du pouvoir dans l'Equatoria-Occidental opposent non seulement les Zandé aux Balanda, mais également les Zandé entre eux, notamment au sein du clan vungara. James Nando tire une grande part de sa légitimité de son rôle de défenseur de l'identité zandé. Sa notoriété dépasse l'Equatoria-Occidental pour s'étendre jusqu'au Haut-Mbomou, où il est à la fois craint et respecté. En 2023, la création du Community Patriotic Front (CPF), présenté comme la branche militaire d'un projet transnational zandé, a exacerbé les tensions. Portée par Emmanuel Zino Riko, ancien directeur de la Commission nationale de désarmement dans l'Equatoria-Occidental, l'initiative visait à fusionner le CPF avec la milice zandé du Haut-Mbomou. Le projet a suscité l'hostilité de James Nando, qui a ordonné l'arrestation d'Emmanuel Riko. Dans un enregistrement audio authentifié par Crisis Group en 2024, James Nando a accusé Emmanuel Zino Riko de vouloir « poursuivre le meurtre inutile des Zandé » et a assuré qu'il ne laisserait jamais un tel projet voir le jour, traduisant sa crainte d'assister à l'émergence d'une force concurrente. Le général Futuyo a exploité ces divisions, accusant les Zandé du Soudan du Sud de porter un projet sécessionniste, allant jusqu'à demander la démission de Jemma Nunu (l'actuelle présidente de l'Assemblée nationale du Soudan du Sud et membre de la communauté) et d'autres cadres zandé qu'il juge complices d'un plan de déstabilisation de l'Equatoria-Occidental. Voir « Request for the Removal of Rt. Hon Jemma Nunu Kumba from the Position of Speaker of the Transitional National Legislative Assembly, Republic of South Sudan », Etat de l'Equatoria-Occidental, bureau du gouverneur, Yambio, 31 août 2023.

⁵⁰ « Attacks on civilians in Tambura county, June-September 2021 », HCR, 1er mars 2022.

Les Zandé sud-soudanais ont réussi à rallier les AAKG à leurs luttes.⁵¹ Après avoir pris le contrôle de Bambouti, les miliciens zandé centrafricains et la faction de l'armée sud-soudanaise dirigée par le gouverneur Futuyo se sont violemment affrontés dans cette localité en avril 2023.⁵² Cette ville est aujourd'hui l'un des principaux bastions de la milice. Pour les Zandé sud-soudanais, les AAKG restent donc une force prête à intervenir en cas de conflit avec d'autres groupes ethniques pour l'accès au pouvoir dans leur région.⁵³

B. *Les abus contre les civils et les entraves au dialogue*

Alors que la création de la milice AAKG visait à rétablir la sécurité et à protéger les populations du Haut-Mbomou, sa mise en place a entraîné une recrudescence des violences contre les civils. Entre mars 2023 et mai 2024, les opérations des AAKG ont coûté la vie à au moins 82 civils (principalement peul), fait une cinquantaine de blessés et donné lieu à un nombre indéterminé de cas de kidnapping et de viol de femmes, parfois mineures (voir Annexe B).⁵⁴ Le 20 juin 2023, par exemple, des affrontements entre la milice et des combattants de l'UPC à Mboki ont fait environ 40 morts, dont quatre civils.⁵⁵ Tout acte de violence commis à Obo ou à Mboki, zones d'influence respectives des AAKG et de l'UPC, entraînait des représailles dans l'autre.⁵⁶ Le premier trimestre 2024 a été particulièrement violent, avec plus de 4 300 personnes déplacées en raison de l'insécurité, dont environ 1 950 en RDC, selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).⁵⁷

Les AAKG ont ciblé les civils peul et musulmans par le biais de discriminations systématiques. Ils ont notamment interdit aux agriculteurs zandé de leur vendre des denrées alimentaires et ont enlevé des enfants peul dans des écoles.⁵⁸ A Obo, le quartier général de la milice, la conséquence directe a été la rupture des interactions sociales entre les deux communautés, avec des boycotts des commerces musulmans et des contrôles communautaires renforcés. La ville s'est progressivement segmentée en zones chrétiennes et musulmanes, séparées

⁵¹ Ibid.

⁵² « Centrafrique : affrontements entre une milice locale et des soldats sud-soudanais à Bambouti dans l'extrême Sud-est », Radio Ndeke Luka, 24 avril 2023.

⁵³ « La communauté Balanda est confrontée à une violence systématique en Équatoria occidentale », Radio Tamajuj, 26 février 2025.

⁵⁴ Estimation de Crisis Group sur la base d'articles de presse et de rapports d'ONG (2023-2025).

⁵⁵ Entretien de Crisis Group, personnel militaire centrafricain, Obo, avril 2024. Voir aussi : « Centrafrique : 40 morts dans des affrontements entre deux groupes armés », Agence congolaise de presse, 22 juin 2023.

⁵⁶ Entretien de Crisis Group, personnel humanitaire, Obo, avril 2024.

⁵⁷ « Le Haut-Mbomou au bord d'une crise humanitaire dévastatrice », OCHA, 20 mars 2024.

⁵⁸ Entretien de Crisis, membres de la communauté peul, Obo, avril 2024.

par des barrières géographiques symboliques qui s'effaçaient en période de calme, mais réapparaissaient en cas de conflit.⁵⁹

L'activisme de la milice a aussi indirectement touché les civils zandé. Ses attaques ont pris pour cible les travailleurs des rares agences humanitaires qui opéraient dans la zone, compliquant la distribution de l'aide.⁶⁰ Le pillage de centres de santé et la fermeture des écoles du fait de l'insécurité n'ont fait qu'aggraver la détresse des populations.⁶¹ Les habitants d'Obo ont aussi dû respecter, de gré ou de force, les appels des AAKG à l'organisation de journées dites « villes mortes » pour protester contre l'inaction des autorités face à l'UPC.⁶² Ces actions ont eu de lourdes conséquences sur les conditions socioéconomiques des populations, déjà affectées par des années d'instabilité.⁶³ L'entraînement de combattants sous les yeux d'enfants et de jeunes hommes zandé a également exposé les nouvelles générations à des modèles violents et à une culture belliqueuse.⁶⁴ Malgré ces effets délétères, la milice a conservé une large sympathie au sein de la communauté zandé, qui voyait en elle une force protectrice contre l'UPC.

Par ailleurs, les AAKG ont activement saboté les initiatives locales de paix et de réconciliation. En 2021, les efforts de la Minusca et de la société civile avaient favorisé le retour à Obo d'environ 300 musulmans qui avaient quitté la ville par peur de représailles après une attaque avortée de l'UPC fin 2020. L'arrivée de la milice a brutalement interrompu ces avancées.⁶⁵ Durant les six premiers mois suivant leur création en 2023, les AAKG ont systématiquement procédé à l'enlèvement et à l'intimidation de toutes les voix qui tentaient, au sein de la communauté zandé, d'appeler au dialogue.⁶⁶ De même, les appels du préfet du Haut-Mbomou à la réconciliation ont suscité une campagne locale de discrédit contre ce dernier, relayée de bouche à oreille, souvent avec l'appui des Bakumba.⁶⁷

⁵⁹ Entretien de Crisis Group, personnel militaire centrafricain, Obo, avril 2024.

⁶⁰ Entretien de Crisis Group, personnel humanitaire, Bangui et Obo, avril 2024.

⁶¹ Entretien de Crisis Group, personnel humanitaire, Obo, avril 2024.

⁶² Entretien de Crisis Group, personnel militaire centrafricain, Obo, avril 2024.

⁶³ Ibid.

⁶⁴ Entretien de Crisis Group, personnel humanitaire, Bangui, avril 2024.

⁶⁵ Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, Obo, avril 2024.

⁶⁶ Entretien de Crisis Group, officiers de la Minusca, Obo, avril 2024. À partir de septembre 2023, la Minusca a réussi à convaincre les chefs de la milice de laisser les enfants aller à l'école. La milice a accepté de faire sortir environ 200 enfants soldats de ses rangs.

⁶⁷ Le préfet du Haut-Mbomou est également officier de l'armée et membre du parti au pouvoir. La milice l'a accusé de collusion et de trafic de bétail avec l'UPC et a demandé son départ. Entretien de Crisis Group, chefs de la milice zandé, Bangui, avril 2024 ; officiers de la Minusca et membres de la société civile, Obo, avril 2024.

III. Une intégration improvisée dans l'armée

Grâce à l'activisme de sa branche politique, la milice AAKG a reçu une proposition de formation militaire de la part des paramilitaires russes du groupe Wagner, alliés à Bangui, conduisant à l'intégration de 200 miliciens dans l'armée. L'initiative a contribué à affaiblir l'emprise des rebelles de l'UPC dans le Haut-Mbomou. Mais sa mise en œuvre précipitée et la méfiance croissante des miliciens envers les autorités, jugées trop conciliantes avec leurs adversaires de l'UPC, ont dégénéré en affrontements meurtriers au sein des forces gouvernementales, tandis que les combattants zandé intensifiaient leurs attaques contre les civils peul. L'escalade de violence a contraint Bangui à suspendre, en mai, le processus d'intégration.

A. Formation militaire et commandement russe

La trajectoire de la milice a pris une nouvelle tournure à partir de mars 2024, lorsque le ministre de la Défense, Rameaux-Claude Bireau, s'est rendu à Obo en compagnie du chef de Wagner en RCA, Dimitri Sytyi. Présent dans le pays depuis 2018, Wagner assure la protection du régime du président Faustin-Archange Touadéra en échange de ressources telles que l'or et le bois, ainsi que d'exonérations fiscales pour les entreprises russes opérant dans le pays. Après la mort de leur chef, Evgueni Prigojine, en août 2023, les dirigeants de Wagner en RCA ont résisté aux tentatives du ministère russe de la Défense de les placer sous son contrôle. Contrairement aux autres pays – notamment au Mali, où les paramilitaires russes opèrent désormais sous une nouvelle franchise dénommée Africa Corps, placée sous l'autorité directe du Kremlin –, Wagner conserve son autonomie ainsi que sa dénomination et poursuit ses opérations en RCA.⁶⁸

En se rendant à Obo, les autorités avaient pour objectif d'appeler la milice à déposer les armes, mais celle-ci a subordonné toute initiative

⁶⁸ « Qu'est-ce que l'Africa Corps russe et remplace-t-il le groupe Wagner ? », BBC, 12 juin 2025. Des rumeurs font état d'un possible remplacement du groupe Wagner par Africa Corps, une société paramilitaire russe qui a succédé à Wagner dans plusieurs pays africains, notamment au Mali. Si ces informations demeurent difficiles à vérifier, rien n'indique pour l'instant que le gouvernement centrafricain soit disposé à accepter une telle substitution. Les autorités redoutent qu'Africa Corps ne dispose ni de la même expérience ni des mêmes capacités opérationnelles que Wagner, une inquiétude renforcée par les revers militaires que la société de sécurité privée russe a subis au Mali. Le pouvoir reste ainsi dépendant du dispositif sécuritaire de Wagner pour maintenir la stabilité de la RCA, en particulier à l'approche des élections générales de décembre 2025 et alors que les groupes armés continuent de représenter une menace dans l'arrière-pays. Entretien de Crisis Group, diplomate, Bangui, septembre 2025. Voir aussi : Analyst's Notebook of Crisis Group, « Le Mali et la Russie restructurent leur partenariat sécuritaire. Dans quel but ? », Franklin Nossiter, 10 juin 2025.

en ce sens à un désarmement préalable de l'UPC.⁶⁹ Les discussions ont finalement débouché sur une offre de formation militaire aux combattants AAKG, préparatoire à leur intégration dans l'armée. Cette proposition était inédite : par le passé, dans le centre et le nord-est du pays, le gouvernement avait directement eu recours à des milices (sans les former) dans des opérations militaires contre les groupes rebelles, avant d'intégrer certains miliciens dans l'armée en guise de récompense. Pour justifier ce nouveau processus, les autorités ont souligné le manque d'effectifs et de moyens matériels des forces gouvernementales dans le sud-est.⁷⁰ Elles ont aussi insisté sur la détermination des miliciens, qualifiés de « fils du pays », à combattre les « envahisseurs peul » et les « mercenaires étrangers de l'UPC ».⁷¹

Bangui et ses alliés russes avaient chacun un intérêt dans cette intégration accélérée des AAKG dans l'armée. Pour le gouvernement, c'était une solution à court terme moins coûteuse pour combattre les rebelles que de déployer des soldats réguliers ; pour Moscou, l'enjeu était de prendre position dans le Haut-Mbomou face à la montée de l'influence américaine dans le pays.⁷²

Début 2024, le président Touadéra avait en effet tenté de rééquilibrer la présence russe en RCA, qu'il jugeait excessive. Il avait alors fait appel à Bancroft Global Development, une société militaire privée américaine, pour la création d'une brigade de protection des ressources naturelles.⁷³ Selon des observateurs locaux, le Haut-Mbomou était la destination privilégiée de Bancroft, en raison de l'absence de Wagner dans cette zone et de la bonne connaissance du terrain acquise par les forces américaines lors de leur déploiement dans la région, entre 2010 et 2017, pour lutter contre la LRA.⁷⁴ Pour éviter cette concurrence potentielle, Wagner s'est prépositionné dans le sud-est et a exercé des

⁶⁹ Selon plusieurs sources, la maire de Bambouti, contrainte de fuir la violence de l'UPC pour se réfugier à Obo, aurait haussé le ton en exigeant de l'Etat qu'il prenne les dispositions nécessaires pour sécuriser la zone, sous peine de voir les Zandé revendiquer la scission du Haut-Mbomou et son rattachement au Soudan du Sud. Entretien de Crisis Group, cadre du ministère de la Défense, Bangui, mars 2024 ; responsable de la société civile, Obo, avril 2024.

⁷⁰ Entretiens de Crisis Group, membre de la société civile et officier de la Minusca, Obo, avril 2024.

⁷¹ Entretien de Crisis Group, cadre du ministère de la Défense, Bangui, avril 2024.

⁷² Ibid. Les instructeurs russes à Obo sont directement sous le commandement de Dimitri Sytyi, homme clé d'Evguene Prigojine en RCA depuis 2018 et officiellement directeur du centre culturel « Maison russe » à Bangui. Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, Bangui, mars 2024.

⁷³ Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, Bangui, mars 2024 ; membre de la société civile, Obo, avril 2024.

⁷⁴ Les richesses du Haut-Mbomou restent peu exploitées. Ses forêts ne font pas encore l'objet de concessions d'aménagement et de conservation comme dans le reste du pays, ce qui aurait permis leur exploitation économique par des entreprises américaines. Entretien de Crisis Group, personnel humanitaire, Bangui, juin 2024.

pressions politiques sur les autorités de Bangui pour faire obstacle à l'arrivée de Bancroft, mettant prématurément fin au déploiement de la société américaine dans le pays.⁷⁵

L'apport du groupe Wagner a été déterminant pour renforcer les capacités opérationnelles et tactiques des AAKG. En accord avec Bangui, les paramilitaires russes ont envoyé, dès mars 2024, une dizaine d'instructeurs à Obo. Ils y ont offert une formation militaire de 45 jours (par vagues successives) à 200 combattants zandé.⁷⁶ Ceux-ci se sont vu attribuer le même équipement que celui des soldats réguliers, à savoir des uniformes, des fusils d'assaut de type AK-47 et des munitions. Ils ont été hébergés dans les camps des Forces armées centrafricaines (FACA) ou dans la cour des chefs de la milice ; tous sont restés sous commandement russe.

Les combattants formés ont formellement intégré l'armée entre mai et juin 2024, recevant un numéro de matricule leur donnant droit à un salaire payé sur fonds du Trésor public. Ils ont aussi reçu des Primes globales d'alimentation, que les soldats sur le terrain perçoivent en plus de leur salaire. Le 1er mai, la cérémonie marquant la sortie de la première promotion de combattants s'est déroulée à Obo dans une ambiance festive, reflétant les attentes d'une communauté qui souhaitait disposer des moyens de se défendre. De nombreux jeunes hommes zandé nourrissaient aussi l'espoir d'intégrer un jour l'armée afin de mieux gagner leur vie.⁷⁷

L'initiative a d'abord marqué un tournant dans la lutte contre l'UPC. Fin mai, les miliciens intégrés ont conduit leur première opération conjointe avec l'armée et les paramilitaires russes contre des positions rebelles à Zémio et à Mboki.⁷⁸ Après cette offensive, la plus importante dans le pays depuis celle des forces gouvernementales en 2021, qui avait permis à Bangui de reprendre le contrôle de nombreuses localités du pays, l'UPC a été délogée de ces deux centres urbains et plusieurs de ses chefs locaux ont été arrêtés.⁷⁹

⁷⁵ Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, Obo, avril 2024.

⁷⁶ Le plan initial prévoyait la création d'une force de 600 miliciens zandé, mais cet objectif n'a pas été atteint. Selon des sources locales, le processus s'est arrêté à environ 200 combattants, recrutés et formés en deux vagues successives de 100 hommes à Obo. Wagner aurait jugé que 200 miliciens formés et déployés aux côtés des FACA suffisaient à reprendre le contrôle du Haut-Mbomou, une décision qui aurait suscité les premiers mécontentements au sein de la milice. Entretien de Crisis group, membre de la société civile, Bangui, juin 2025.

⁷⁷ La cérémonie a eu lieu en présence des autorités locales, ainsi que d'une délégation venue de Bangui, comprenant le général Arcadius Mbétibangui, représentant le ministère de la Défense. Observation directe de Crisis Group, cérémonie de sortie de la première génération de combattants AAKG, Obo, mai 2024.

⁷⁸ « Centrafrique : les Faca et leurs alliés lancent une importante opération militaire à Mboki », Radio Ndeke Luka, 27 mai 2024.

⁷⁹ Affaiblie par cette opération, l'UPC s'est scindée en au moins trois groupes. Le premier a trouvé refuge en RDC, où il vit de la criminalité. Le deuxième s'est caché

B. *Clientélisme et tensions au sein de l'armée*

Si elle a suscité de fortes attentes au sein de la communauté, l'intégration des miliciens à l'armée a également engendré des frustrations chez les jeunes zandé exclus du processus. L'annonce d'une formation dispensée par Wagner avait attiré des centaines de jeunes hommes désœuvrés, originaires pour la plupart des provinces voisines du Haut-Mbomou, du Soudan du Sud et de la RDC, dans l'espoir d'intégrer l'armée comme moyen d'insertion socioprofessionnelle.⁸⁰ Cette ruée vers Obo avait conduit les chefs de la milice à monnayer le processus d'enrôlement, certains candidats payant des sommes d'argent pour avoir une chance d'être retenus. Mais le nombre limité de places et la forte concurrence ont créé de nombreux mécontentements, poussant certains des jeunes refoulés vers la petite criminalité dans les environs d'Obo.⁸¹

En outre, malgré leur passage du rang de milicien à celui de soldats intégrés, les combattants zandé ont continué à revendiquer une certaine indépendance. Ils se sont attribué l'appellation « Wagner ti Azandé » (WTA), qui signifie « le Wagner des Zandé », en sango, la langue nationale en RCA. Le gouvernement a tenté de freiner l'autonomie des miliciens intégrés, les présentant comme des « symboles de l'armée nationale » et affectant 30 d'entre eux à l'ouest et dans le centre du pays.⁸² Toutefois, ces mesures n'ont pas permis de rompre l'ancrage communautaire des combattants incorporés, lesquels ont poursuivi la diffusion d'un discours anti-peul, réclamant notamment le départ de cette communauté de la région.⁸³

L'intégration des miliciens s'est aussi faite de manière précipitée, créant des tensions au sein des forces armées. Mettant en avant leur connaissance du terrain, les miliciens intégrés s'estimaient plus légitimes à mener des opérations militaires que les soldats réguliers. Ces derniers contestaient, quant à eux, la faible maîtrise des codes de la

dans les forêts du Haut-Mbomou, autour de Mboki et de Zémio, où il poursuit ses attaques contre les FACA et les Zandé. Le troisième est composé de combattants capturés lors des affrontements ou qui ont rendu les armes. Ces derniers (environ une centaine) se sont vu proposer une formation militaire à Bérengo, au sud de Bangui. Entretien téléphonique de Crisis Group, personnel militaire centrafricain, Bangui, juin 2024. Voir « Bas-Uele : des rebelles centrafricains Seleka rançonnent les habitants à Ango », Radio Okapi, 19 juillet 2024.

⁸⁰ L'ouverture de la formation a entraîné une baisse significative du soutien de la communauté zandé aux miliciens, qui continuaient pourtant de se rendre chaque matin sur le terrain d'entraînement avant de rentrer chez eux pour chercher de quoi se nourrir. Cette précarité a favorisé le recours à la petite criminalité à Obo et dans ses environs, devenue pour beaucoup un moyen de survie. Entretien téléphonique de Crisis Group, membres de la société civile, juillet 2024.

⁸¹ Entretien téléphonique de Crisis Group, personnel humanitaire, septembre 2024.

⁸² Entretien téléphonique de Crisis Group, personnel militaire centrafricain, février 2025.

⁸³ Entretien de Crisis Group, chefs de la milice zandé, Obo, mai 2024. Observation directe de Crisis Group, Obo, mai 2024.

discipline militaire des nouvelles recrues, due à la courte formation reçue des Russes.⁸⁴ Ces disputes se sont progressivement transposées sur le plan identitaire. Au sein des camps militaires, les deux groupes ont commencé à se livrer à des querelles privées, notamment dans les débits de boisson.⁸⁵ Avec le temps, les miliciens intégrés ont fini par accuser les soldats centrafricains déployés dans le Haut-Mbomou, en majorité originaires des autres provinces du pays, de soutenir un projet de recolonisation de cette région au profit des Peul, en collusion avec Wagner.⁸⁶

Des frictions sont aussi rapidement apparues entre les miliciens intégrés et leurs supérieurs russes. Les WTA ont accusé les paramilitaires de Wagner de confisquer le butin saisi lors des raids contre l'UPC, notamment de l'argent, des motos, des téléphones et de l'or provenant de sites miniers artisanaux exploités par les rebelles.⁸⁷ Dès juin 2024, ils ont également dénoncé leur surexposition en première ligne de front, estimant courir plus de risques que les Russes.⁸⁸

Le point de bascule s'est produit en septembre 2024 lorsque, après l'arrestation et la reddition de nombreux membres de l'UPC, Wagner a proposé à certains d'entre eux une formation militaire sur sa base de Bérengo, à 80 kilomètres au sud de Bangui, suivie d'un redéploiement au sein de l'armée régulière dans le Haut-Mbomou.⁸⁹ Se considérant comme les véritables héros de la reconquête de la préfecture, ayant permis au gouvernement de vaincre l'UPC, son principal ennemi armé, les miliciens zandé s'attendaient à une reconnaissance, même symbolique, de ce qu'ils estimaient être un sacrifice pour l'intérêt du pays.⁹⁰ Au lieu de cela, ils ont perçu l'offre de formation aux combattants de l'UPC comme un acte de trahison.⁹¹ Ils estimaient en outre

⁸⁴ Entretien de Crisis Group, personnel militaire centrafricain, Obo, mai 2024.

⁸⁵ Entretien téléphonique de Crisis Group, personnel humanitaire, janvier 2025.

⁸⁶ Après l'arrestation de trois de ses chefs et leur transfert à Bangui à la suite d'une attaque contre les Peul près de Zémio début 2025, les combattants zandé ont accusé les soldats de l'armée d'avoir collaboré avec les Russes, les menaçant et les contraignant à se réfugier dans les bases de la Minusca à Obo. Entretien téléphonique de Crisis Group, personnel militaire centrafricain, mai 2025.

⁸⁷ Entretien téléphonique de Crisis Group, personnel militaire centrafricain, février 2025.

⁸⁸ Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, Bangui, mai 2025.

⁸⁹ Ceux-ci ont été formés mais n'ont pas été intégrés à l'armée. Entretien téléphonique de Crisis Group, personnel humanitaire, janvier 2025.

⁹⁰ « Réaction de la coordination du groupe Azandé Ani Kpi Gbé (AAKG) aux propos du colonel Leonard Mbele, préfet du Haut-Mbomou relatif à l'annulation ou à la non-considération de l'arrêté N206/MDNRA/DIRCAB du 7 mai 2024 portant incorporation de 200 éléments du groupe AAKG dans l'armée nationale », communiqué de presse de la milice AAKG, 14 août 2024.

⁹¹ Entretien téléphonique de Crisis Group, personnel humanitaire, février 2025.

que, même formés, les anciens membres de l'UPC continuaient à représenter une menace pour le Haut-Mbomou.⁹²

Ces dysfonctionnements ont conduit à des actes d'insubordination, auxquels les paramilitaires russes ont violemment réagi. Exaspérés par le versement irrégulier de leurs primes de déploiement, les WTA se sont livrés à des activités de banditisme contre les civils et ont mené des opérations de répression, parfois accompagnées de torture et de traitements cruels, contre les Peul vivant dans la région.⁹³ En réponse, Wagner a imposé des sanctions disciplinaires, allant de la mutation des miliciens hors du Haut-Mbomou à des actes d'humiliation (comme des bastonnades dans les camps militaires) voire à des arrestations, renforçant la frustration des combattants. Dans certains cas, la réaction russe a été brutale : en septembre 2024, ils ont abattu un milicien accusé d'indiscipline dans le camp de Bossembélé (ouest), provoquant une vague de protestations de la communauté zandé à Obo.⁹⁴

C. *Une séquence inédite de violence*

Alors qu'elle devait contribuer à stabiliser la région, l'intégration des AAKG dans l'armée a entraîné une hausse des violences dans le Haut-Mbomou. Entre juin 2024 et août 2025, les attaques des miliciens, intégrés ou non, ont coûté la vie à au moins 100 personnes, majoritairement des civils, mais aussi à des soldats réguliers et des paramilitaires russes.⁹⁵ Le chiffre de cinq morts parmi les miliciens zandé, avancé par un membre de la milice, est difficile à vérifier.⁹⁶

Les miliciens zandé ont encore davantage ciblé les civils peul et musulmans, ainsi que d'autres groupes non zandé présents dans le Haut-Mbomou. En octobre 2024, les combattants intégrés et ceux restés dans la communauté ont intensifié leurs attaques dans les principales villes de la préfecture, accusant ces communautés de soutenir l'UPC, avec un bilan lourd de quatorze personnes tuées et 21 femmes violées.⁹⁷ En janvier 2025, les miliciens ont massacré au moins douze

⁹² « Réaction de la coordination du groupe Azandé Ani Kpi Gbé (AAKG) aux propos du colonel Leonard Mbele... », op. cit.

⁹³ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, personnel militaire centrafricain et personnel humanitaire, février 2025.

⁹⁴ Bossembélé est situé à environ 300 kilomètres au nord de Bangui et à plus de 1 600 kilomètres du Haut-Mbomou. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, personnel humanitaire et personnel militaire centrafricain, septembre 2024.

⁹⁵ Estimation de Crisis Group sur la base d'articles de presse et de rapports d'ONG (2024-2025).

⁹⁶ Entretien téléphonique de Crisis Group, chefs de la milice, septembre 2025.

⁹⁷ Le viol de femmes apparaît plus comme un acte opportuniste que comme une stratégie de guerre délibérée. « Central African Republic, Report of the Secretary-General », Conseil de sécurité de l'ONU, S/2025/97, février 2025. Fin octobre, ils ont aussi agressé cinq civils impliqués dans le désarmement des combattants de l'UPC. Début décembre, près de Djemah, ils ont attaqué un camp peul, tuant cinq personnes, dont deux femmes.

civils dans un camp peul près de Mboki.⁹⁸ Ces violences ont suscité la réaction de la communauté musulmane à Bangui, ainsi que celle du personnel humanitaire sur place, lequel avait déjà alerté sur le « risque d’exterminations communautaires ».⁹⁹

La méfiance de la milice envers toute tentative de dialogue intercommunautaire s’est transposée aux institutions promouvant ces initiatives. Malgré les programmes socioéconomiques mis en place par la Minusca en faveur des jeunes hommes et femmes zandé, le ressentiment envers la mission onusienne s’est manifesté par des marches de protestation et une intensification des tracasseries routières visant ses convois.¹⁰⁰ Ces actions semblaient avoir deux objectifs : dénoncer l’inaction de la Minusca face à l’UPC et empêcher les Casques bleus d’exercer leur rôle de témoins gênants dans les zones d’opération des WTA.¹⁰¹ En mai 2024, les pressions de la milice ont conduit au retrait du contingent marocain, présent depuis 2015 et accusé de passivité à l’égard de l’UPC.¹⁰² Son départ a été suivi du déploiement d’un con-

⁹⁸ Entre février et avril, au moins 30 civils peul ont été tués lors d’attaques ciblées de la milice. De plus, les raids contre l’élite économique peul semblent avoir pour but de pousser les membres de ce groupe à quitter le Haut-Mbomou. En mars 2025, des AAKG ont tué un éleveur peul près de Zémio, puis ont tendu une embuscade à un commerçant et trois jeunes revenant de RDC, tuant le commerçant. Entretiens de Crisis Group, membres de la société civile, Bangui, mai 2025.

⁹⁹ En septembre 2024, la Coordination des organisations musulmanes de Centrafrique (Comuc) a accusé la milice d’entretenir un climat de violence « perpétré exclusivement contre la communauté musulmane en général et les éleveurs peul en particulier ». La Comuc dénonçait des exactions variées impliquant « meurtre, assassinat, viols, arrestations et séquestrations arbitraires, vol et extorsion d’argent ». Communiqué de presse de la Comuc, Bangui, 9 septembre 2024. Entretien de Crisis Group, personnel humanitaire, Bangui et Obo, avril 2024. La violence dans le Haut-Mbomou reproduit un schéma familial en RCA, où la montée en puissance d’une milice ethnique réorganise brutalement les rapports de force au détriment des groupes perçus comme adversaires. En 2017, par exemple, les attaques des milices locales d’autodéfense contre l’UPC à Bangassou (préfecture du Mbomou) avaient fait plus de 100 morts parmi les civils et forcé 2 000 musulmans à se réfugier dans l’église de la ville. Le secrétaire général de l’ONU, António Guterres, avait évoqué des « signes d’alerte précoce de génocide ». « Centrafrique : le chef de l’ONU condamne l’attaque contre la ville de Bangassou », ONU Info, 16 mai 2017.

¹⁰⁰ A partir de novembre 2023, la Minusca a recruté des jeunes de la région, notamment des combattants AAKG, pour les impliquer dans des activités d’assainissement de la ville d’Obo, afin de prévenir leur engagement dans des actions violentes. Ces activités, certes temporaires, ont permis de calmer la tension. Entretien de Crisis Group, officier de la Minusca, Obo, avril 2024.

¹⁰¹ Entretien de Crisis Group, personnel humanitaire, Bangui, avril 2024.

¹⁰² Le contingent marocain a été remplacé par un contingent rwandais, arrivé à Obo début mai après une mission exploratoire des Forces spéciales rwandaises (déployées en RCA depuis 2021 dans le cadre d’un accord bilatéral). L’arrivée des troupes rwandaises a provoqué plusieurs interprétations. Pour certains, le Rwanda cherchait à transformer l’axe Obo-Bambouti en une nouvelle voie stratégique de ravitaillement logistique, en plus de l’axe Bangui-Douala, où les opérateurs économiques rwandais subissent la concurrence camerounaise. Pour d’autres, ce déploiement visait à positionner des troupes rwandaises à la frontière avec la RDC, en lien avec le conflit opposant l’armée congolaise au M23 et à l’armée rwandaise à

tingent rwandais, que la majorité des témoignages recueillis à Obo ont salué, l'estimant en mesure de contenir les débordements de la milice.¹⁰³ Néanmoins, les tensions ont atteint leur paroxysme en mars 2025, lorsqu'un Casque bleu kényan a été tué dans une embuscade près de Zémio.¹⁰⁴

Les sanctions imposées par les Russes en réponse aux actes d'insubordination ont, enfin, marqué le passage d'un mécontentement diffus à une hostilité ouverte des WTA envers le gouvernement et ses alliés. Fin janvier 2025, Wagner a appréhendé une dizaine de combattants WTA, dont trois commandants, accusés d'avoir orchestré une attaque contre des campements peul ayant tué trois éleveurs et blessé quatre autres personnes, dont une femme.¹⁰⁵ Après ces arrestations, environ 5 000 personnes ont manifesté à Obo et à Zémio pour exiger la libération des détenus.¹⁰⁶ A Mboki, les protestations ont dégénéré en pillages de boutiques appartenant à des commerçants musulmans.¹⁰⁷

Les frictions se sont accrues en avril 2025 lorsque Bangui a signé un accord avec l'UPC et le groupe Retour, réclamation et réhabilitation (3R), lui aussi majoritairement peul, pour les réintégrer dans le processus de paix.¹⁰⁸ Les Zandé ont perçu cet accord comme un soutien

l'est de la RDC. Entretiens de Crisis Group, membre de la société civile et personnel humanitaire, Obo, avril 2024.

¹⁰³ Ibid.

¹⁰⁴ « Un casque-bleu de la Minusca tué dans une embuscade près de Zémio dans le sud-est de Centrafrique », Radio Ndeke Luka, 29 mars 2025.

¹⁰⁵ Entretien téléphonique de Crisis Group, personnel humanitaire, janvier 2025.

¹⁰⁶ Après ces arrestations, la communauté zandé a accusé les paramilitaires russes de « menaces sur la population civile, pillage de ressources minières, justice expéditive et exécutions sommaires ». En février, le ministre de la Justice, Djoubaye Abazène, a dénoncé dans un communiqué les violations répétées des droits humains par la milice contre les civils peul et annoncé des poursuites judiciaires contre les responsables. Cependant, ces dernières sont restées lettre morte. « Mémoire de la population civile du Haut-Mbomou à l'attention du gouvernement de la République centrafricaine », février 2025. « Déclaration du ministre d'Etat chargé de la Justice relatif au rapport de la commission d'enquête sur les événements de Zémio », février 2025. Entretien téléphonique de Crisis Group, personnel humanitaire, février 2025.

¹⁰⁷ Ibid.

¹⁰⁸ En avril, le président tchadien Mahamat Déby Itno a facilité la signature à N'Djamena d'un accord entre le gouvernement centrafricain et les représentants de l'UPC et des 3R, prévoyant le retour des deux groupes rebelles dans le processus de paix entamé en 2019. En juillet, lors d'une cérémonie à Bangui, les chefs des deux groupes ont évoqué la dissolution de leurs rébellions et le cantonnement de leurs combattants dans leurs zones respectives pour le processus de désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR). Toutefois, au moment de la publication de ce rapport, les deux groupes étaient encore actifs, avec des combattants certes moins agressifs, mais encore mobiles sur le terrain. Le processus de DDR peine à démarrer. Il existe un risque que les combattants reprennent la lutte armée. « RCA : Les accords de N'Djamena pour la paix officialisés à Bangui », *Alwihda Info*, 11 juillet 2025. Entretiens téléphoniques, chefs de la milice, août 2025.

aux rebelles et, par extension, aux Peul du Haut-Mbomou.¹⁰⁹ Les tensions sur le terrain ont dégénéré si rapidement que Bangui s'est retrouvé dépassé. En avril, près de Zémio, Wagner a tenté de désarmer une dizaine de WTA ayant commis des violences contre des civils peul, avant de les affecter à Bangui comme mesure disciplinaire.¹¹⁰ Cette décision a conduit des miliciens zandé (intégrés et non intégrés dans l'armée) à lancer, début mai, des attaques coordonnées contre les forces gouvernementales à Zémio, à Obo et à Mboki, faisant au moins dix morts parmi les soldats réguliers et des blessés dans les deux camps.¹¹¹ Ces affrontements ont contraint plus de 5 000 civils à se réfugier en RDC, où ils se trouvent toujours.¹¹² Les paramilitaires russes auraient aussi incendié plusieurs dizaines de maisons et une église protestante fréquentée par les Zandé.¹¹³

Ces violences ont sonné le glas du processus d'intégration des combattants zandé dans l'armée nationale. Après les affrontements de mai, le gouvernement a entamé des pourparlers avec la milice. Ces discussions ont abouti, mi-mai, au désarmement d'une centaine de WTA, qui ont remis leurs armes sous la coordination du préfet à Obo, avant de regagner leur communauté.¹¹⁴ La centaine d'autres a refusé de déposer les armes et a rejoint les miliciens non intégrés qui continuent de défier ouvertement Wagner dans le Haut-Mbomou.¹¹⁵ Selon des sources locales, les Bakumba eux-mêmes auraient plaidé en faveur de ce désarmement tactique, estimant qu'il s'agissait du seul moyen d'arrêter les représailles de Wagner, dont les opérations continuaient de cibler indistinctement toute la communauté zandé.¹¹⁶ Officiellement, et au moment de la publication de ce rapport, il n'y a donc plus de combattants zandé intégrés à l'armée dans le Haut-Mbomou.

Malgré ces mesures, les affrontements entre les miliciens zandé et les forces gouvernementales se sont poursuivis. Le 1er juin, par exemple, près de Zémio, des miliciens ont tendu une embuscade aux forces de sécurité, tuant deux paramilitaires russes et leur interprète. En représailles, les Russes ont exécuté cinq miliciens détenus.¹¹⁷ Mis en échec, les combattants de Wagner ont eu recours aux mines antipersonnel

¹⁰⁹ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, chefs de la milice zandé, juillet 2025.

¹¹⁰ Entretien téléphonique de Crisis Group, personnel humanitaire, avril 2025.

¹¹¹ « Centrafrique : plusieurs morts dans un affrontement armé à Zémio », Radio Ndeke Luka, 1er mai 2025. Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, Bangui, mai 2025.

¹¹² « Note d'information trimestrielle sur la République centrafricaine », Minusca, juin 2025.

¹¹³ Entretien téléphonique de Crisis Group, personnel humanitaire, juillet 2025.

¹¹⁴ Déclaration du porte-parole de la milice AAKG sur la Radio Ndeke Luka, 13 mai 2025.

¹¹⁵ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, chefs de la milice, juillet 2025 ; entretien de Crisis Group, membre de la société civile, juin 2025.

¹¹⁶ Entretien téléphonique de Crisis Group, membre de la société civile, juin 2025.

¹¹⁷ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, chefs de la milice, août 2025.

pour contrer les miliciens. En juillet, quatre incidents liés à l'explosion de ces engins ont fait au moins sept victimes, principalement des civils.¹¹⁸ En septembre, la milice a intensifié sa pression sur les civils par une série de braquages sur les pistes rurales. Elle a été impliquée dans au moins une dizaine d'incidents autour de Zémio et sur l'axe Zémio-Djemah, dont le braquage d'agents humanitaires, l'incendie de véhicules appartenant à des commerçants musulmans et l'enlèvement, contre rançon, d'un agent électoral en mission à Djemah.¹¹⁹ Ces violences témoignent de la résilience de la milice et de sa capacité à diversifier ses modes opératoires.

¹¹⁸ Entretien téléphonique de Crisis Group, membre de la société civile, août 2025.

¹¹⁹ Entretien téléphonique de Crisis Group, travailleur humanitaire, septembre 2025.

IV. Les risques pour la stabilité régionale et nationale

Les violences qui ont suivi la création de la milice AAKG en mars 2023 ont fait près de 200 morts dans le Haut-Mbomou et contraint des milliers de personnes à fuir leur foyer. La distribution de l'aide humanitaire est aussi devenue plus difficile, laissant les populations les plus vulnérables livrées à elles-mêmes.¹²⁰ L'échec de l'intégration des combattants à l'armée a renforcé le ressentiment des miliciens envers les forces gouvernementales et conduit à la fragmentation du groupe. Les tensions associées à la milice zandé constituent aujourd'hui la principale source d'insécurité dans le sud-est du pays et l'une des menaces les plus importantes pesant sur la RCA, notamment à l'approche des élections générales de décembre. Plus généralement, l'épisode a mis en lumière les dangers liés à l'utilisation de groupes d'autodéfense par l'armée dans sa lutte contre les rebelles.

A. Une milice plus fragmentée que jamais

Après la dernière escalade de violence, la milice zandé apparaît plus fragmentée que jamais, tant sur le plan militaire que politique. Les seuls combattants restant au sein de l'armée sont la dizaine d'hommes qui avaient été affectés ailleurs dans le pays et qui n'ont pas été désarmés, car jugés sans danger.¹²¹ Même s'ils ont été réintégrés à la vie civile, les miliciens qui ont rendu leurs armes en mai continuent de se considérer comme de vrais militaires et menacent de rejoindre les milices en brousse.¹²² Entre-temps, les chefs de la milice ont continué de recruter, y compris par enrôlement forcé, en agitant la menace russe. Ils continuent d'affirmer qu'ils disposent de plus de 5 000 hommes, mais le chiffre exact reste, comme mentionné précédemment, difficile à vérifier.¹²³

La direction de la milice est aussi divisée. Sur le terrain, les combattants se méfient de la branche politique du mouvement. Ils accusent plusieurs personnalités influentes du bureau politique d'avoir, une fois nommées à des postes administratifs dans le Haut-Mbomou, manipulé la milice à des fins personnelles pour régler des comptes ou asseoir leur pouvoir.¹²⁴ Certains cadres de la milice ont été arrêtés par les para-

¹²⁰ Plusieurs organisations non gouvernementales avaient été obligées de fermer leurs bases et ne venaient à Obo que de manière ponctuelle pour y mener leurs activités essentielles et repartir aussitôt. Entretien de Crisis Group, travailleur humanitaire, Bangui, mars 2024.

¹²¹ Entretien de Crisis Group, personnel militaire centrafricain, Bangui, août 2025.

¹²² Entretiens téléphoniques de Crisis Group, chefs de la milice, juillet 2025.

¹²³ Ibid.

¹²⁴ Le sous-préfet de Zémio, un cadre du Haut-Mbomou et membre du bureau politique a, par exemple, été accusé d'avoir orchestré l'attaque et la destruction des

militaires russes et leur sort reste incertain. Les combattants sur le terrain se demandent si certains de leurs chefs sont encore en vie ; d'autres vivent en clandestinité à Bangui ou se sont exilés à l'étranger.¹²⁵ Parallèlement, des figures de l'opposition ont tenté d'instrumentaliser la milice à leur profit.¹²⁶ Toutes ces forces politiques conservent une certaine légitimité auprès des combattants et sont déterminées à chasser l'UPC et les Russes de la région, mais elles divergent quant aux méthodes et ne parviennent pas à se coordonner.¹²⁷

L'arrêt du processus d'intégration et l'éclatement de la chaîne de commandement de la milice pourraient multiplier les poches de violence contre les civils, en particulier envers les Peul. Le désarmement partiel des WTA en mai constitue un échec, tant pour les autorités centrafricaines que pour les miliciens incorporés, dont l'acrimonie envers les forces gouvernementales s'est trouvée renforcée. De plus, toute tentative visant à réintégrer ces combattants dans l'armée (ou à former et intégrer d'autres miliciens) pourrait être compromise par la fragmentation de la milice, car il devient de plus en plus difficile d'identifier des interlocuteurs représentant l'ensemble du mouvement.

Ce dilemme apparaît encore plus épineux à l'approche du quadruple scrutin – présidentiel, législatif, régional et municipal – du 28 décembre prochain, lequel s'annonce particulièrement tendu après l'échec du dialogue politique en septembre.¹²⁸ Afin de prévenir une nouvelle crise sécuritaire, le président Touadéra a engagé des pourparlers avec les groupes rebelles encore actifs dans l'arrière-pays et a déjà signé un accord avec l'UPC et les 3R (cité plus haut).¹²⁹ Si elle est exclue de ces

biens appartenant à la maire de Zémio. Entretien téléphonique de Crisis Group, personnel humanitaire, mai 2025.

¹²⁵ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, chefs de la milice, juin 2025.

¹²⁶ Par exemple, un opposant centrafricain en France, Simon Bozanga, a tenté d'associer l'AAKG à son mouvement, le Comité de redressement pour le salut public (CRSP), mais la milice a nié tout lien avec ce groupe. « RCA : la milice A Zandé dément une fusion avec le CRSP et appelle à la fin des hostilités », *Ndjon Sango*, 28 mai 2025.

¹²⁷ Entretien téléphonique de Crisis Group, membre de la société civile, avril 2025. Entretien de Crisis Group, membre de la société civile, Bangui, mai 2025.

¹²⁸ L'opposition est notamment divisée quant à sa participation au scrutin. Son chef de file, Anicet-Georges Dologuélé, président de l'Union pour le renouveau centrafricain (URCA), a bravé la décision du Bloc républicain pour la défense de la Constitution (BRDC), principale coalition de l'opposition (dont l'URCA est membre), de ne pas participer au vote. Le BRDC maintient sa décision de boycotter les élections, estimant qu'y participer reviendrait à reconnaître tacitement la Constitution controversée de 2023, qui autorise désormais le président Touadéra à un nombre illimité de mandats.

¹²⁹ « Deux attaques rebelles repoussées à l'entrée de Bangui, capitale de la Centrafrique », *Le Monde*, 13 janvier 2021. Fin 2020, l'ancien président François Bozizé a fondé la Coalition des patriotes pour le changement (CPC) dans le but de perturber le processus électoral, après le rejet de sa candidature par la Cour constitutionnelle (devenue le Conseil constitutionnel). En janvier 2021, la CPC est parvenue jusqu'aux

négociations, alors que les rebelles peul ont bénéficié de postes de pouvoir à Bangui et d'un processus de désarmement, la milice zandé pourrait faire monter les enchères autour du scrutin et intensifier ses attaques contre les forces gouvernementales et les représentants de l'Etat dans la région.¹³⁰

Le risque d'une déstabilisation accrue du sud-est de la RCA provient aussi des dynamiques régionales. Dès février, près d'une centaine de miliciens se sont alliés aux forces zandé du Soudan du Sud pour lutter contre les Balanda dans l'Etat de l'Equatoria-Occidental.¹³¹ Une telle alliance pourrait entraîner une escalade transfrontalière. En réponse, les forces balanda pourraient solliciter l'appui de combattants de l'UPC, en quête d'une nouvelle base arrière après leur affaiblissement dans le sud-est de la RCA et la fin du soutien du Tchad. Ce danger est d'autant plus réel que le Soudan du Sud est en proie à une crise politique depuis l'arrestation du vice-président Riek Machar en mars, ce qui pourrait alimenter les querelles entre les Zandé et les Balanda dans l'Equatoria-Occidental.¹³² A moyen et long terme, le risque est notamment de voir des combattants mieux armés et plus aguerris – issus de l'UPC ou de la milice zandé – revenir vers le Haut-Mbomou, déstabilisant encore davantage la région. L'alliance entre les Zandé de la RCA et du Soudan du Sud pourrait également conduire à la formation d'un groupe armé ethno-nationaliste et transfrontalier, hostile au gouvernement centrafricain.¹³³

abords de Bangui et a failli renverser le président Touadéra, n'eût été l'intervention de la Minusca et des forces russes.

¹³⁰ Entre juillet et octobre, neuf représentants des deux groupes signataires, dont cinq de l'UPC, ont été nommés ministres conseillers auprès des départements de l'Elevage, du Commerce et du DDR, ainsi que conseillers à la Présidence et à l'Assemblée nationale. Voir « Centrafrique : deux ex-rebelles de l'UPC et des 3R nommés au gouvernement », RFI, 16 juillet 2025 ; décret N°25.393 du 31 octobre 2025 portant nomination de certaines personnalités à des postes de responsabilité à la Présidence de la République.

¹³¹ Entretiens téléphoniques de Crisis Group, chefs de la milice zandé, juillet 2025. « La communauté Balanda est confrontée à une violence systématique en Equatoria occidentale », Radio Tamajuj, 26 février 2025.

¹³² En mars 2025, les autorités sud-soudanaises ont arrêté Riek Machar et l'ont placé en résidence surveillée. En septembre, la justice l'a inculpé pour haute trahison et crimes contre l'humanité. Il a été destitué de son poste de vice-président quelques heures plus tard par décret présidentiel. Le gouvernement l'accuse d'être l'instigateur de l'attaque d'une milice ayant fait plus de 250 morts dans les rangs de l'armée dans le nord-est du pays en mars. Voir « South Sudan vice-president charged with murder and treason », BBC, 12 septembre 2025 ; CrisisWatch – South Sudan, mars-octobre 2025.

¹³³ Le retour éventuel de combattants centrafricains de l'UPC, partis se battre au Soudan, où une guerre civile fait rage depuis avril 2023, pourrait également représenter un facteur de déstabilisation. Toutefois, le risque reste limité pour le Haut-Mbomou. Les voies d'approvisionnement de l'UPC au Soudan sont coupées depuis le début du conflit. Il n'y a pas non plus de véritable coordination entre les combattants de l'UPC basés au Soudan et ceux restés en RCA, contrairement à d'autres groupes armés actifs dans le nord-est de la RCA.

B. *Les dangers liés à l'utilisation de milices communautaires*

À l'instar de l'AAKG dans le Haut-Mbomou, la RCA a accru ces dernières années son recours aux milices communautaires pour lutter contre les groupes rebelles.¹³⁴ En 2021, les forces gouvernementales ont utilisé des combattants anti-balaka opérant dans la préfecture de la Ouaka (centre) pour les appuyer dans leur offensive contre l'UPC. Surnommées « Russes noirs », ces milices se sont rapidement distinguées par leur extrême violence contre les civils peul.¹³⁵ En mai 2023 et février 2024, le ministère de la Défense a intégré environ 300 jeunes hommes en majorité issus de l'ethnie gouda, et membres d'une milice d'autodéfense dans la préfecture de la Vakaga (nord-est), pour récompenser leur résistance contre les éléments rebelles actifs dans la région.¹³⁶

Fort du succès initial de l'intégration des miliciens zandé, le gouvernement centrafricain a saisi l'occasion pour inciter d'autres groupes à désarmer.¹³⁷ En juin 2024, appuyée par les Russes, la milice AAKG a même diffusé des supports audios de propagande à destination d'autres groupes d'autodéfense opérant dans le pays. Dans ces chansons, les WTA promettaient une formation militaire et une intégration dans l'armée à ceux qui rendaient volontairement les armes.¹³⁸ Cette stratégie a déclenché une vague de désarmements sans précédent : selon un décompte de Crisis Group, environ 600 combattants de groupes d'autodéfense affiliés à diverses ethnies dans les préfectures de l'Ouham, de la Ouaka et de la Kemo ont déposé les armes en juin et juillet 2024. En novembre de la même année, les habitants de la localité de Sikikédé (préfecture de la Vakaga, nord-est) ont appelé le gouvernement à déployer l'armée pour améliorer la sécurité de la

¹³⁴ « Discours sur l'état de la nation », Présidence de la République, 29 décembre 2024.

¹³⁵ En décembre 2021, les « Russes noirs », avec le soutien de l'armée et des paramilitaires de Wagner, ont massacré à Boyo (Ouaka) des civils peul accusés de connivence avec l'UPC. L'ONU a recensé dix-neuf morts, cinq cas de viol et 547 maisons incendiées. « Rapport d'enquête sur l'attaque de Boyo, Préfecture de la Ouaka – Du 6 au 13 décembre 2021 », Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme, juillet 2022.

¹³⁶ Cette préfecture, située à la frontière avec le Tchad et le Soudan, subit également un vide étatique, des conflits agropastoraux meurtriers entre autochtones sédentaires et transhumants arabes soudanais, et des incursions régulières des groupes armés et de combattants étrangers circulant dans la région.

« Centrafrique : plus de 300 soldats des Faca promus à titre exceptionnel pour actes de bravoure », Radio Ndeke Luka, 23 février 2024.

¹³⁷ Entretien téléphonique de Crisis Group, personnel militaire centrafricain, décembre 2024.

¹³⁸ Entretien téléphonique de Crisis Group, personnel humanitaire, août 2024.

région ou, à défaut, à former des jeunes afin de leur donner les moyens de se défendre.¹³⁹

Sur le court terme, le recours aux milices par l'armée semble bénéficier à la fois au gouvernement et aux combattants eux-mêmes. Pour les autorités, c'est un moyen de lutter contre les rebelles en utilisant des éléments qui connaissent le terrain, mais aussi d'accroître leur influence dans les régions reculées du pays, en particulier en prévision des élections de décembre. Les miliciens, eux, voient dans la perspective d'une intégration un moyen de mettre fin au chômage et d'améliorer leur niveau de vie. En 2024 seulement, plus de 1 000 combattants de milices actives dans le pays (comprenant les 600 cités plus haut) ont rejoint l'armée régulière, sans compter ceux de l'AAKG et des groupes rebelles signataires de l'accord de paix de 2019 ayant déposé les armes.¹⁴⁰ Seuls les combattants goulas et zandés ont été, parmi les miliciens utilisés, formellement intégrés à l'armée, avec l'octroi d'un matricule donnant droit à un salaire payé par le Trésor public.

L'utilisation de miliciens par les forces armées nationales soulève plusieurs problèmes. Le premier concerne la capacité du gouvernement centrafricain à supporter le poids financier d'une armée en croissance continue. La Politique nationale de défense, adoptée fin 2024 comme nouveau cadre de réforme du secteur de sécurité, prévoit d'élargir les forces de défense en passant d'un effectif de 9 800 hommes en 2017 à environ 35 000 soldats d'ici à 2030, grâce à un recrutement progressif et une présence renforcée à travers le territoire.¹⁴¹ Depuis 2021, cependant, l'Etat fait face à une grave crise de trésorerie due à la suspension de l'aide budgétaire de l'Union européenne (UE), en raison de la présence russe et de l'absence de réformes des finances publiques demandées par les bailleurs de fonds internationaux.¹⁴² En cas de non-paiement de leurs salaires, les anciens miliciens risquent de recourir, pour survivre, à des abus et à du racket contre les civils (comme cela a été le cas dans le Haut-Mbomou), voire à des soulèvements.

La cohésion de l'armée et la violence à caractère ethnique constituent d'autres motifs d'inquiétude. La RCA tente encore de se relever d'une

¹³⁹ « Communiqué des populations de Ndah au gouvernement », 9 novembre 2024. C'est d'ailleurs ce qui est déjà en train d'être fait à Birao, le chef-lieu de la Vakaga.

¹⁴⁰ « Discours sur l'état de la nation », op. cit. Selon un rapport onusien, lors du dernier trimestre 2024, des équipes mobiles gouvernementales, avec l'appui de la Minusca, ont mené des opérations de désarmement et de démobilisation pour un total de 383 combattants, dont 40 femmes, dans plusieurs préfectures, notamment la Haute-Kotto, le Mbomou, la Nana-Mambéré, l'Ombella Mpoko, la Ouaka et l'Ouham. « La situation en République centrafricaine – Rapport du Secrétaire général (S/2019/147) », Conseil de sécurité de l'ONU, 20 février 2025.

¹⁴¹ « Plan national de Défense », septembre 2017. « Politique nationale de Défense de la République centrafricaine 2024-2040 », septembre 2024.

¹⁴² Entretien téléphonique de Crisis Group, représentant d'une institution financière internationale, novembre 2024.

longue crise militaro-politique, alimentée par de profonds clivages identitaires et des conflits communautaires.¹⁴³ La Politique nationale de défense fixe des orientations claires en matière de recrutement et de gouvernance militaire, à savoir la constitution d'une armée qui protège les civils et reflète les diversités régionales. Toutefois, ces critères ne semblent pas être appliqués lors de l'intégration d'anciens combattants de groupes armés ou de miliciens au sein des FACA. De telles pratiques risquent de nuire à l'inclusivité de l'armée, mais aussi à sa capacité de protéger la population civile sans distinctions basées sur des affiliations identitaires.

¹⁴³ Laurent Gomina-Pampali, *Un état, ça meurt aussi !*, Yaoundé, 2017.

V. Briser le cycle de violence dans le Haut-Mbomou

Si l'alliance entre l'armée et la milice zandé a permis de contenir l'emprise de l'UPC dans le Haut-Mbomou, elle a, dans le même temps, accéléré la déstabilisation de la région. En s'appuyant sur une milice ancrée dans des logiques identitaires et transfrontalières, les autorités ont renforcé la dynamique d'exclusion et de violence contre les civils peul. Pour apaiser les tensions, notamment à l'approche des élections générales de décembre, et sur le plus long terme, face aux risques de déstabilisation régionale posés par la crise au Soudan du Sud tout particulièrement, Bangui devrait favoriser un dialogue intercommunautaire et investir dans le développement économique de la préfecture. Le gouvernement devrait aussi lancer de nouvelles négociations avec la milice zandé afin d'aborder la question de la réintégration, sous certaines conditions, des combattants formés. Enfin, compte tenu des dangers liés à l'utilisation de milices par les forces de défense, le gouvernement devrait mieux encadrer le recours à ces groupes et prévenir toute instrumentalisation ethnique de son armée.

A. Réduire les violences contre les civils dans le Haut-Mbomou

La priorité pour le gouvernement centrafricain devrait être de mettre fin aux violences des miliciens zandé contre les civils dans le Haut-Mbomou. Les membres du Conseil de sécurité de l'ONU devraient, quant à eux, utiliser le renouvellement du mandat de la Minusca, en vigueur depuis le 14 novembre, pour soutenir le travail de la mission onusienne relatif au processus de DDR et au rétablissement de l'autorité de l'Etat dans la préfecture. La Minusca, confrontée comme d'autres opérations de maintien de la paix de l'ONU à un contexte budgétaire difficile et à une possible réduction de ses effectifs, devrait veiller à ce que le Haut-Mbomou reste une région prioritaire et ne subisse pas de réductions drastiques de ses capacités de surveillance du respect des droits humains.

La Minusca pourrait aussi travailler avec les autorités locales et traditionnelles, notamment les chefs de village et les responsables confessionnels, pour identifier des initiatives socioéconomiques permettant de sortir les jeunes hommes et femmes zandé de l'emprise de la milice. A ce sujet, la mission et ses agences devraient poursuivre leurs programmes de réduction des violences communautaires (CVR, selon leur acronyme anglais), des activités ciblées et multisectorielles visant à favoriser la cohésion sociale.¹⁴⁴ Ces interventions, qui ont déjà démontré

¹⁴⁴ L'un des facteurs ayant contribué au retour de la stabilité à Bangassou (préfecture du Mbomou) en 2018 avait été le programme de réduction des violences communautaires, qui avait permis à 700 combattants des milices d'autodéfense locales de rendre les armes en échange d'une formation rémunérée de trois mois pour

leur potentiel pour réduire les violences en incitant les jeunes hommes à s'impliquer dans la vie économique locale, pourraient contribuer à pacifier la région.

Plus généralement, le gouvernement, avec l'appui de ses partenaires techniques et financiers comme la Banque mondiale, l'UE, la France et les Emirats arabes unis, devrait investir dans le désenclavement du Haut-Mbomou afin de créer des opportunités économiques pour les populations, en particulier pour les jeunes. La construction de routes goudronnées, reliant Bangui à Obo, et Obo aux quatre sous-préfectures du Haut-Mbomou, pourrait être une première étape pour faciliter les déplacements des personnes et des marchandises dans la région, et ainsi favoriser l'activité économique.¹⁴⁵

Enfin, pour réduire les tensions, le préfet du Haut-Mbomou devrait poursuivre les initiatives de dialogue intercommunautaire. Dans ce cadre, la Minusca pourrait jouer un rôle discret en s'adossant à des relais communautaires crédibles, tels que des organisations de la jeunesse ou l'Organisation des femmes centrafricaines déjà très investie dans la médiation locale. La mission onusienne pourrait soutenir leurs actions en leur apportant des formations et un soutien logistique, et garantir la sécurité des rencontres, tout en veillant à ne pas exposer ces groupes aux représailles des miliciens.

B. *Entamer de nouvelles négociations avec la milice zandé*

En parallèle, le gouvernement centrafricain devrait envisager de reprendre les pourparlers avec la milice zandé. La réponse sécuritaire menée par les forces gouvernementales après l'escalade de violence en mai n'a fait qu'accroître le ressentiment des Zandé envers l'Etat et pousser davantage de jeunes de la communauté à rejoindre la milice. Alors que les élections approchent, rouvrir un canal de dialogue est essentiel pour éviter que des troubles dans la région n'affectent le bon déroulement du scrutin.

Ces négociations devraient tenir compte de la fragmentation actuelle de la milice et être accompagnées de gestes concrets et rapides, tels que la libération de ses dirigeants arrêtés ces derniers mois. Les autorités devraient faire en sorte de rassembler le plus grand nombre de dirigeants politiques et de commandants militaires, en leur assurant l'immunité pendant les pourparlers. Ce dialogue pourrait inclure plusieurs options, dont la réintégration dans l'armée des 200 miliciens déjà formés et la mise en œuvre de programmes de réinsertion socioé-

apprendre un métier. « Rapport à mi-parcours du Panel des Experts des Nations-Unies », S/2018/531, 2018.

¹⁴⁵ « Plan national de développement 2024-2028 », septembre 2024.

« Centrafrique : le ministre de l'Economie et du Plan annonce un financement de la Banque mondiale en faveur du PND », Radio Ndeke Luka, 2 mai 2025.

conomique pour ceux qui décideraient de déposer les armes. Les discussions devront aussi aborder la question de l'intégration des combattants de l'UPC dans l'armée et de leur déploiement dans le Haut-Mbomou. Par ailleurs, puisque les miliciens zandé pourraient conditionner leur participation au dialogue au départ des paramilitaires russes de la région, le président Touadéra pourrait envisager de demander l'appui d'autres partenaires sécuritaires, comme la Minusca ou les forces rwandaises, pour assurer la mise en œuvre des accords.

Si la réintégration des 200 miliciens déjà formés est retenue, ce processus devrait être conditionné à un certain nombre de mesures. Tout d'abord, les combattants devraient suivre un nouveau cycle de formation, axé notamment sur le respect de l'Etat central, de la diversité ethnique en RCA et des droits humains – des thèmes absents lors de la formation initiale donnée en 2024. A cet égard, la Mission de formation de l'UE (EUTM) en RCA pourrait jouer un rôle clé en apportant un appui technique et pédagogique. En outre, le ministère de la Défense devrait veiller à ce que les miliciens ne soient soumis qu'à la hiérarchie militaire du pays et aux règles de l'armée. Cette disposition pourrait, certes, créer des tensions avec les alliés russes, mais il est essentiel que l'Etat centrafricain renforce son contrôle sur ses propres troupes. Les autorités militaires centrafricaines devraient également être les seules en charge des actions disciplinaires et judiciaires en cas d'actes d'insubordination ou de violences, afin d'éviter les disparités de traitement et les représailles incontrôlées.

En outre, les autorités centrafricaines devraient améliorer l'assimilation des miliciens zandé au sein de l'armée et veiller à ce que leurs salaires soient correctement versés. L'état-major pourrait organiser des formations mixtes, durant lesquelles les soldats de l'armée et les combattants zandé s'entraîneraient côte à côte. Il pourrait aussi augmenter le nombre d'affectations interrégionales des combattants zandé afin de favoriser le brassage entre les unités de l'armée et diluer les loyautés communautaires. Les partenaires internationaux, tels que la Banque mondiale, pourraient enfin soutenir le gouvernement pour assurer le paiement régulier des salaires et des primes, en conformité avec la Politique nationale de défense, qui établit comme principe fondamental la garantie des droits élémentaires des soldats.¹⁴⁶ Cette mesure pourrait contribuer à réduire leur précarité économique, et ainsi prévenir les violences des combattants intégrés contre les civils.

Enfin, face aux possibles répercussions de la crise au Soudan du Sud sur le sud-est de la RCA, les deux pays devraient renforcer le contrôle de leurs frontières afin de contenir les risques de circulation d'armes et de combattants. Le mémorandum d'entente en matière sécuritaire signé en septembre 2023 entre les deux pays constitue une avancée

¹⁴⁶ « Politique nationale de Défense de la République centrafricaine 2024-2040 », septembre 2024, p. 22.

importante.¹⁴⁷ Il devrait désormais être pleinement matérialisé à travers la mise en place effective de comités mixtes de défense, de sécurité et de renseignement, ainsi que par le déploiement de dispositifs de surveillance conjoints et de patrouilles coordonnées sur les axes transfrontaliers les plus sensibles.

C. *Mieux encadrer l'utilisation des milices par l'armée*

Bangui devrait tirer des leçons de l'expérience du Haut-Mbomou pour tout futur projet d'utilisation – ou d'intégration – de milices au sein des forces de sécurité. Tout d'abord, les autorités devraient garder à l'esprit que tout plan de réforme de l'armée, y compris l'incorporation de nouvelles recrues à l'échelle nationale, nécessite des financements conséquents. Comme Crisis Group l'avait suggéré en 2022, le gouvernement devrait développer un plan de financement aligné sur la Politique nationale de défense et veiller à ce que les ressources nécessaires soient allouées afin d'éviter que les soldats et les miliciens intégrés ne recourent au banditisme pour survivre.¹⁴⁸ Une gestion budgétaire rigoureuse et une lutte contre la corruption sont indispensables pour faire en sorte que les ressources bénéficient directement aux soldats et aux infrastructures militaires, réduisant ainsi les incitations économiques à rejoindre des milices.

Les principes fondamentaux de la Politique nationale de défense devraient également guider la politique gouvernementale en matière d'intégration d'anciens combattants dans les dispositifs de sécurité. Si cette stratégie peut contribuer à la création d'une armée plus inclusive et représentative, elle doit être encadrée de manière rigoureuse pour garantir la neutralité des forces de l'ordre et prévenir les tensions intercommunautaires.¹⁴⁹ Concrètement, le gouvernement centrafricain devrait veiller à ce que les recrutements, aussi bien dans le Haut-Mbomou que dans d'autres préfectures comme la Vakaga et la Ouaka, respectent les quotas régionaux et suivent le processus de

¹⁴⁷ Signé à Djouba, il marque une étape inédite dans la coopération bilatérale en matière de sécurité entre la RCA et le Soudan du Sud. Les deux pays se sont engagés à créer un comité mixte de défense, de sécurité, de renseignement et de commerce, destiné à coordonner les actions de surveillance et à prévenir les activités criminelles le long de leur frontière commune, particulièrement vulnérable aux trafics et aux mouvements de groupes armés. Sa mise en œuvre pourrait constituer une avancée concrète dans le contrôle des flux transfrontaliers et la prévention des tensions communautaires alimentées par les circulations d'armes et de combattants. Voir « La RCA et le Soudan du Sud signent un mémorandum d'entente en matière de sécurité », *Le Journal de Bangui*, 4 septembre 2023.

¹⁴⁸ Voir le commentaire de Crisis Group, *Centrafrique : éviter une nouvelle désintégration de l'armée*, 10 mai 2022.

¹⁴⁹ La Politique nationale de défense, qui s'inspire des principes de justice sociale, de paix et de solidarité, affirme que les forces de défense devraient symboliser la diversité ethnique, être professionnelles, républicaines et au service exclusif de la nation. « Politique nationale de Défense de la République centrafricaine 2024-2040 », septembre 2024.

sélection prévu par la Politique nationale de défense, notamment la vérification des antécédents moraux et la possible association à des crimes ou à d'autres actes de violence, ainsi que l'équilibre entre les genres.

Enfin, les autorités devraient à tout prix éviter que l'intégration de milices ne nuise à la cohésion des forces de défense et ne déclenche des violences entre les communautés.¹⁵⁰ La mise en place d'une armée de garnison, prévue par la Politique nationale de défense, permettrait aux soldats d'être logés durablement avec leurs familles et renforcerait leur attachement à l'institution plutôt qu'à des affiliations ethniques. La prévention des violences communautaires pourrait passer par une communication institutionnelle mettant en avant le rôle républicain de l'armée, ainsi que par des messages des officiers déployés sur le terrain rappelant l'importance de garantir le respect des droits humains et la protection des civils.¹⁵¹

¹⁵⁰ « Politique nationale de Défense de la République centrafricaine... », op. cit.

¹⁵¹ « Plan national de développement 2024-2028 », op. cit.

VI. Conclusion

L'échec de l'intégration de la milice zandé dans l'armée centrafricaine a non seulement aggravé la déstabilisation de la préfecture du Haut-Mbomou, mais il a également mis en lumière les fragilités du dispositif sécuritaire du pays. L'épisode a révélé les limites du partenariat que le président Faustin-Archange Touadéra a forgé avec la Russie depuis 2018. Il a aussi montré la vulnérabilité d'une armée dont la composition reste ancrée dans des logiques identitaires, reflétant les divisions communautaires qui continuent d'agiter le pays plus de douze ans après le coup d'Etat de 2013.

La sécurité s'est globalement améliorée à travers le pays au cours des dernières années, notamment grâce au redéploiement de l'Etat dans les provinces et à l'affaiblissement et à la fragmentation des groupes armés. Cependant, un certain nombre de dangers demeurent. Des affrontements entre l'armée et les factions rebelles continuent d'alimenter la violence dans l'arrière-pays. Le sud-est de la RCA est également fragilisé par les crises qui secouent ses voisins, en particulier au Soudan du Sud. Enfin, les élections générales de décembre, qui représentent une étape clé vers la stabilisation politique du pays, pourraient aussi générer des tensions dans les régions rurales, y compris dans le Haut-Mbomou.

Face à ces risques, les autorités centrafricaines devraient accélérer leurs efforts, entamés par l'adoption fin 2024 de la Politique nationale de défense, pour construire une armée véritablement nationale et capable de protéger la population civile, sans distinctions basées sur des affiliations ethniques et représentative de sa population, y compris en matière de genre. Rééquilibrer le recours aux milices par un recrutement plus inclusif, établir une chaîne de commandement professionnelle et ancrée localement, et réduire la dépendance vis-à-vis des partenaires étrangers, sont autant de priorités pour prévenir de nouvelles dynamiques de fragmentation et de violences.

Bangui, Bruxelles, 20 novembre 2025

Annexe A : Principaux événements liés à la milice zandé

Mars 2023

Création officielle de la milice à Obo, chef-lieu de la préfecture du Haut-Mbomou. Début des mobilisations au sein de la communauté zandé, mêlant enrôlements forcés et volontaires. La milice attaque ensuite la gendarmerie d'Obo, puis lance un assaut victorieux sur Bambouti (Haut-Mbomou), mettant fin aux sept années de contrôle de la ville par les rebelles de l'UPC.

Avril 2023

Affrontements entre l'armée sud-soudanaise et l'AAKG à Bambouti, dans un contexte de tensions croissantes à la frontière entre la RCA et le Soudan du Sud.

Mai 2023

Première tentative de l'AAKG de prendre le contrôle de la ville de Mboki, bastion principal de l'UPC dans le Haut-Mbomou.

Mars 2024

Le ministre centrafricain de la Défense se rend à Obo, accompagné d'instructeurs russes. La visite débouche sur une offre de formation intensive de combattants AAKG par les paramilitaires de Wagner.

Mai 2024

Cérémonie officielle de sortie de la première promotion de combattants AAKG. Ces 200 miliciens sont aussitôt intégrés dans l'armée nationale, opérant sous commandement russe.

Juin 2024

Les miliciens intégrés, les soldats réguliers et les combattants russes lancent des offensives conjointes contre l'UPC. Défaite significative des rebelles.

Juillet 2024

Le fondateur de l'UPC, Ali Darassa, annonce son retour dans le cadre de l'accord de Khartoum, signé en 2019 entre le gouvernement et quatorze groupes armés et qui constitue le principal instrument de dialogue entre les différentes parties.

Septembre 2024

Transfert progressif du quartier général de la milice d'Obo vers Zémio, après les opérations de juin 2024 et la nomination d'un chef de la milice comme sous-préfet.

Février 2025

Les médias sud-soudanais rapportent la présence de combattants AAKG aux côtés des forces zandé dans l'Etat de l'Equatoria-Occidental pour aider ces derniers à combattre les Balanda.

Manifestations à Obo, à Zémio et à Mboki pour protester contre l'arrestation et le transfert à Bangui de responsables de la milice AAKG, accusés de violences répétées contre des civils peul. Le gouvernement publie sa première déclaration officielle sur la situation du Haut-Mbomou : le ministre de la Justice annonce l'ouverture de poursuites contre les auteurs des violences.

Avril 2025

Signature à N'Djamena d'un accord de paix entre le gouvernement et l'UPC et les 3R, les deux principaux groupes rebelles peul. La milice AAKG interprète cet accord comme un geste trop favorable à l'UPC.

Mai 2025

Affrontements entre combattants AAKG et forces russes (soutenues par les FACA) autour de Zémio. La violence s'étend à Djemah, au nord du Haut-Mbomou. Face à l'escalade de violence, des opérations de désarmement volontaire des miliciens intégrés dans l'armée sont engagées à Obo, à la suite d'un appel communautaire et d'un accord avec le gouvernement.

Juillet 2025

Wagner fait un usage inédit d'explosifs contre la milice AAKG.

Septembre 2025

La milice diversifie ses modes opératoires, se tournant vers les enlèvements contre rançon.

Annexe B : Chronologie des incidents sécuritaires liés à la milice zandé dans le Haut-Mbomou

Cette chronologie, non exhaustive, a été établie à partir d'une compilation de rapports sécuritaires confidentiels, de rapports onusiens et d'ONG, ainsi que d'articles de presse.

15 mars 2023

Ville de Bambouti

La milice Azandé Ani Kpi Gbe (AAKG) attaque les rebelles de l'Unité pour la paix en Centrafrique (UPC), tuant un de ses généraux et prenant le contrôle de la localité.

30 mars 2023

Ville de Bambouti

Des affrontements opposent des membres de l'UPC et des éléments AAKG, provoquant des morts des deux côtés.

22-23 avril 2023

Ville de Bambouti

Un accrochage oppose des membres de la milice AAKG à des militaires sud-soudanais ayant franchi la frontière, faisant des morts et des blessés de part et d'autre.

7 mai 2023

Ville de Mboki

Après la disparition d'un berger peul, de violents affrontements opposent miliciens AAKG et combattants de l'UPC. Le bilan total est de dix-neuf morts.

23 mai 2023

Village de Kadjemah

Lors d'un affrontement entre miliciens AAKG et une faction de l'UPC, un milicien zandé et deux civils sont tués.

15 juin 2023

Ville de Mboki

Des miliciens AAKG mènent une offensive contre des membres de l'UPC, faisant de nombreux morts, civils et combattants, et forçant les habitants à fuir vers des camps de déplacés ou à se cacher en brousse.

20 juin 2023

Ville de Mboki

Des combats entre des éléments AAKG et des combattants de l'UPC entraînent la mort d'au moins 40 personnes, dont quatre civils.

7 août 2023

Environs de Mboki

Une bataille sanglante entre miliciens AAKG et rebelles de l'UPC fait trois morts et quatre blessés.

8 août 2023

Villes d'Obo et Mboki

Des membres de l'UPC et des AAKG échangent des tirs, faisant huit morts (deux miliciens et six civils). Quatre autres personnes sont blessées.

11-13 août 2023

Environs de Mboki

Des miliciens AAKG attaquent un campement d'éleveurs et tuent plusieurs civils, principalement des femmes, des enfants et des personnes âgées.

29 août 2023

Ville de Mboki

Après avoir effectué un raid contre un campement d'éleveurs peul, la milice AAKG attaque des positions de l'UPC, causant des morts dans les deux camps.

31 août 2023

Route Mboki-Zémio

Des miliciens AAKG s'en prennent violemment à la délégation du comité de paix du Haut-Mbomou, qui était en déplacement, tuant plusieurs civils, dont le président de la jeunesse musulmane de Zémio.

7 janvier 2024

Ville d'Obo

Au moins trois personnes meurent dans des affrontements entre membres de l'UPC et miliciens AAKG.

23 janvier 2024

Ville d'Obo

A la suite d'une dispute privée, un milicien zandé tue l'un de ses camarades lors d'une veillée mortuaire.

15 juin 2024

Environs de Zémio

Des miliciens Wagner ti Azandé (WTA) exécutent trois membres de l'UPC qui avaient pourtant déposé leurs armes en échange de garanties de sécurité.

19 juin 2024

Village de Banangui

Des heurts opposent des éléments WTA et des combattants de l'UPC, provoquant la mort d'un milicien zandé.

14 juillet 2024

Environs de Zémio

Des miliciens WTA assassinent une femme peul qui revenait de Zémio avec des provisions.

20 août 2024

Guenekoumba, près de Zémio

Des miliciens WTA, menant une opération de ratissage, tombent dans une embuscade tendue par des combattants de l'UPC. Cinq WTA sont tués. De retour à Guenekoumba, les survivants abattent un civil.

30 août 2024

Environs de Zémio

Des miliciens WTA effectuent un raid sur un campement d'éleveurs peul et tuent l'un d'entre eux.

1er septembre 2024

Ville de Zémio

Des miliciens WTA attaquent un campement peul, faisant deux morts parmi les éleveurs.

6 octobre 2024

Village de Dembia

Des miliciens WTA attaquent le village de Dembia, tuant une vingtaine de personnes, principalement des civils et des réfugiés soudanais.

24 décembre 2024

Environs de Zémio

Le président du Comité de paix à Zémio est retrouvé mort à quinze kilomètres au nord de la ville de Zémio. Son meurtre est attribué aux miliciens WTA.

21 janvier 2025

Ville de Mboki

Une dizaine de membres des WTA attaquent un campement peul situé à une vingtaine de kilomètres de Mboki, tuant au moins douze personnes, dont quatre hommes, deux femmes et six enfants. Le chef de l'UPC, Ali Darassa, demande une enquête internationale.

6 mars 2025

Ville de Zémio

Des miliciens WTA braquent un commerçant et trois jeunes peul revenant de la République Démocratique du Congo après avoir vendu leur bétail. Le commerçant est assassiné.

10 mars 2025

Ville de Zémio

Des combattants WTA abattent un éleveur peul revenant de Zémio.

15 mars 2025

Ville de Zémio

Des membres WTA tuent deux jeunes peul qui revenaient de Zémio après s'être inscrits sur les listes électorales.

1er mai 2025

Ville de Zémio

Des miliciens zandé (intégrés et non intégrés dans l'armée) attaquent les FACA et leurs alliés russes près d'une école à Zémio. Le lendemain, une contre-offensive des forces gouvernementales échoue. Les miliciens tuent au moins sept soldats.

2 mai 2025

Ville de Zémio

Des éléments zandé (intégrés et non intégrés) lancent un assaut contre la base des FACA du centre-ville de Zémio. Deux hélicoptères de Wagner interviennent et bombardent un quartier résidentiel à proximité de cette caserne, sans faire de morts. En marge, deux jeunes peul sont tués dans le quartier de Kondo.

9-10 mai 2025

Ville de Koumboli

Des combattants zandé (intégrés et non intégrés) tendent une embuscade à une patrouille conjointe des FACA et de Wagner. Durant les affrontements, les miliciens saisissent un hélicoptère de Wagner. Le lendemain, les forces gouvernementales lancent une opération de ratissage dans le village de Biroh. Au moins douze personnes sont tuées dans les affrontements.

14-17 mai 2025

Ville de Djemah

Les miliciens zandé ciblent les autorités locales de la localité de Djemah. Le maire est battu jusqu'à perdre connaissance, et le sous-préfet est enlevé. Le 17 mai, son corps est retrouvé à huit kilomètres de la ville.

30 mai 2025

Village de Koumboli

Les paramilitaires russes de Wagner incendient le village de Koumboli et tuent un civil par balle. Près d'un millier de maisons et une église, lieu de recueillage important pour la communauté zandé, sont détruits.

1er juin 2025**Ville de Zémio**

Des paramilitaires de Wagner décapitent deux jeunes hommes portant les marques de la médecine ancestrale zandé. Plus tard, sur la route de Mboki (huit-quinze kilomètres de Zémio), des miliciens zandé tendent une embuscade à une patrouille de Wagner, tuant deux combattants russes et leur interprète.

1er juin 2025**Village de Biroh**

Des miliciens zandé tendent une embuscade aux forces de sécurité et à leurs alliés russes en patrouille près de Biroh (quinze kilomètres à l'est de Zémio). Ils en tuent deux membres.

8 juin 2025**Ville de Zémio**

Des paramilitaires de Wagner capturent des miliciens zandé détenus à la gendarmerie de Zémio. A un kilomètre de la ville, ils en égorgent plusieurs. En représailles, sur la route de Mboki, des miliciens AAKG tendent une embuscade et tuent trois mercenaires russes ainsi que leur interprète camerounais.

14 juin 2025**Village de Biroh**

Des éléments zandé tendent une embuscade à une patrouille de l'UPC, faisant plusieurs morts et blessés de part et d'autre.

15 juin 2025**Axe Djemah–Mboki et ville de Kamanda**

Des miliciens zandé tendent une embuscade, sur la route reliant Djemah à Mboki, à une patrouille de Wagner, tuant trois combattants russes ainsi que leur interprète. Le même jour, à Kamanda, les forces gouvernementales attaquent des miliciens zandé, les contraignant à se replier. Après avoir pris le contrôle de la localité, ils incendient plusieurs habitations, tuant six civils.

2 juillet 2025**Village de Biroh**

Deux individus armés, identifiés comme membres de la milice AAKG, déclenchent accidentellement un engin explosif improvisé à quinze kilomètres de Zémio. Les deux hommes sont tués sur le coup.

6 juillet 2025**Environs de Zémio**

Une femme et ses trois enfants déclenchent accidentellement un engin explosif dans un champ. Tous succombent à leurs blessures peu après l'explosion.

15 juillet 2025**Village de Koumboli**

Un individu déclenche accidentellement un engin explosif à cinq kilomètres de Zémio. Il est tué sur le coup.

17 juillet 2025**Axe Zémio–Mboki**

Un engin explosif improvisé explose à douze kilomètres de Zémio. L'incident ne fait aucune victime.

5 septembre 2025**Axe Zémio–Djemah**

Des miliciens AAKG kidnappent un officier des FACA, détaché auprès de l'Autorité nationale des élections pour sécuriser l'installation d'un démembrement électoral dans le Haut-Mbomou.

15-17 septembre 2025**Axe Zémio–Djemah**

Des miliciens AAKG braquent, sur l'axe Zémio–Djemah, des agents d'une ONG en mission dans la zone. Aucune violence physique n'est exercée.

5 septembre 2025**Axe Zémio–Mboki**

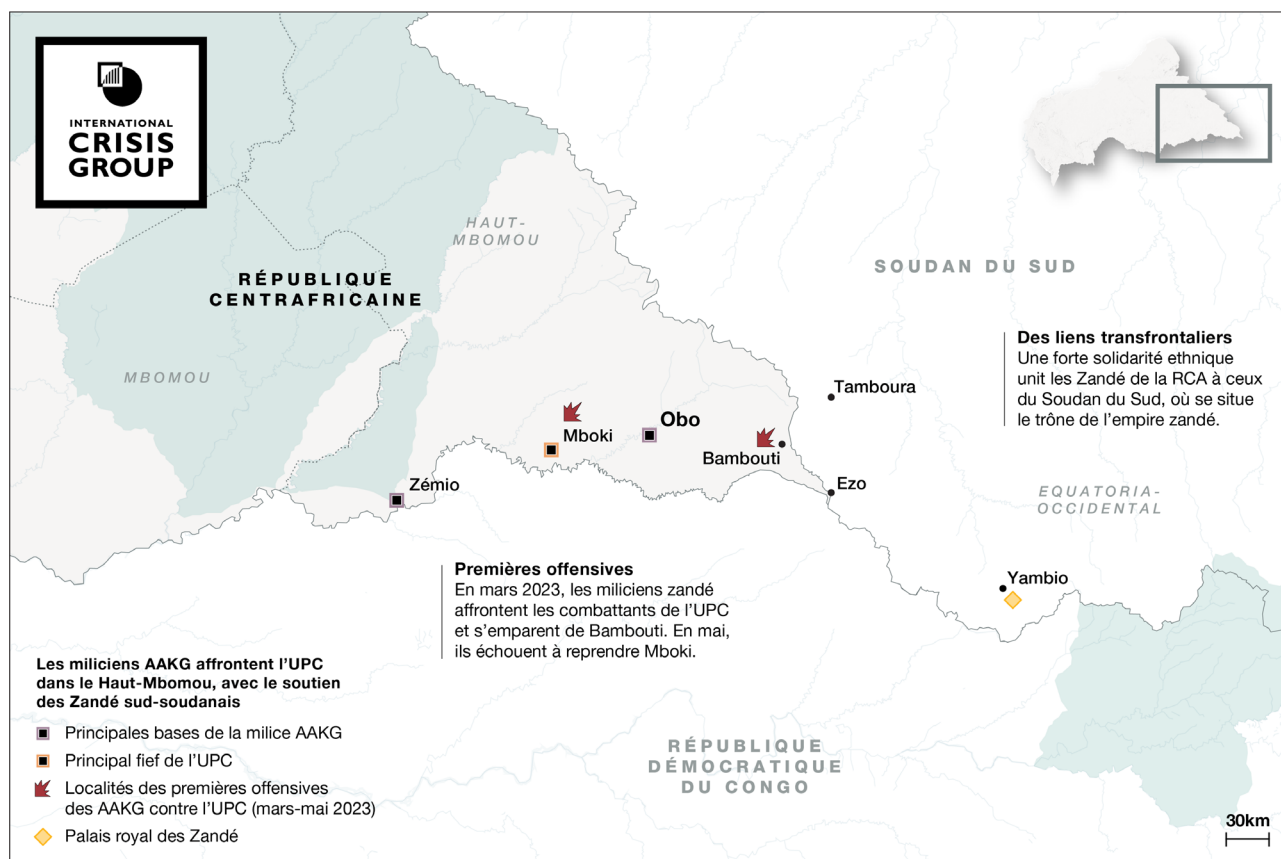
Des miliciens AAKG incendient deux véhicules appartenant à un commerçant musulman sur l'axe Zémio–Mboki.

15 octobre 2025**Axe Zémio–Mboki**

Des miliciens AAKG tendent une embuscade à des combattants de l'UPC se rendant à Mboki pour le DDR. L'attaque fait six morts parmi les miliciens AAKG et trois blessés dans les rangs de l'UPC.

Annexe C : Premières offensives de la milice zandé contre l'UPC dans le Haut-Mbomou

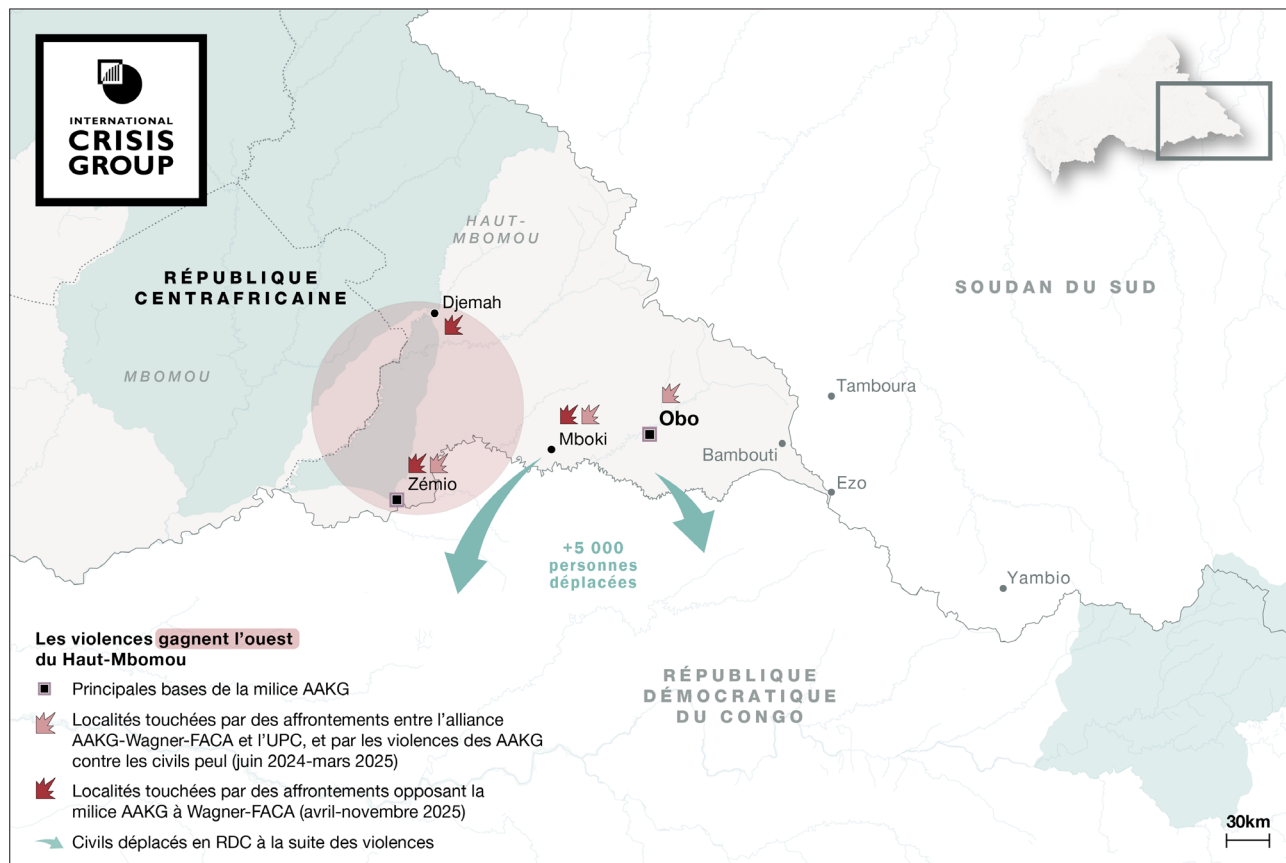
La création de la milice zandé en mars 2023 a entraîné une intensification des violences dans plusieurs localités du Haut-Mbomou. Les villes de Bambouti et de Mboki ont notamment été le théâtre d'affrontements entre ses combattants et l'UPC.



Source : recherche de Crisis Group, OpenStreetMap, HDX. CRISIS GROUP

Annexe D : Les violences s'étendent dans le Haut-Mbomou

A partir de juin 2024, les violences se sont propagées dans le Haut-Mbomou, gagnant la ville de Djemah, à l'ouest de la préfecture, et poussant plus de 5 000 civils à trouver refuge en RDC.



Source : recherche de Crisis Group, novembre 2025. OpenStreetMap, HDX. CRISIS GROUP

Annexe E : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group (Crisis Group) est une organisation indépendante, non gouvernementale et à but non lucratif, comptant environ 120 membres du personnel répartis sur cinq continents. Elle œuvre, par le biais d'analyses de terrain et d'activités de plaidoyer de haut niveau, à la prévention et à la résolution des conflits meurtriers.

L'approche de Crisis Group repose sur la recherche de terrain. Des équipes d'analystes sont installées dans, ou à proximité de, pays ou régions exposés à un risque d'éclatement, d'escalade ou de reprise d'un conflit violent. À partir des informations et évaluations recueillies sur le terrain, l'organisation produit des rapports analytiques contenant des recommandations pratiques destinées aux principaux décideurs internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également CrisisWatch, un bulletin mensuel d'alerte précoce, qui fournit une mise à jour concise et régulière sur l'évolution d'environ 80 situations de conflit ou de risque de conflit à travers le monde.

Les rapports de Crisis Group sont largement diffusés par courrier électronique et simultanément mis à disposition sur son site Internet : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, y compris les médias, afin de mettre en avant ses analyses et de susciter un soutien à ses recommandations de politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group – composé de personnalités éminentes issues des milieux politiques, diplomatiques, économiques et médiatiques – participe directement à la diffusion des rapports et recommandations auprès des décideurs de haut niveau dans le monde entier. Crisis Group est co-présidé par Frank Giustra, président-directeur général du Fiore Group et fondateur de la Radcliffe Foundation, ainsi que par Susana Malcorra, ancienne ministre des Affaires étrangères de l'Argentine et cheffe de cabinet du Secrétaire général des Nations Unies.

Comfort Ero a été nommée présidente-directrice générale de Crisis Group en décembre 2021. Elle a rejoint l'organisation pour la première fois en 2001 en tant que directrice du projet Afrique de l'Ouest, avant de devenir directrice du programme Afrique en 2011, puis vice-présidente par intérim. Entre ses deux périodes au sein de Crisis Group, elle a travaillé pour le Centre international pour la justice transitionnelle et pour le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Liberia.

Le siège international de Crisis Group se trouve à Bruxelles, et l'organisation dispose de bureaux dans sept autres villes : Bogotá, Dakar, Istanbul, Nairobi, Londres, New York et Washington (DC). Crisis Group est également présent dans les lieux suivants : Abuja, Addis-Abeba, Bahreïn, Bakou, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Guatemala, Jérusalem, Johannesburg, Juba, Kaboul, Kyiv, Manille, Mexico, Moscou, Séoul, Tbilissi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations et de donateurs privés. Les idées, opinions et commentaires exprimés par Crisis Group sont propres à l'organisation et ne reflètent pas ceux de ses donateurs. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants : Australie (Département des Affaires étrangères et du Commerce), Autriche (Agence autrichienne de développement), Canada (Affaires mondiales Canada), Complex Risk Analytics Fund (CRAF'd), Danemark (Ministère des Affaires étrangères), Union européenne (Instrument contribuant à la stabilité et à la paix, DG INTPA), Finlande (Ministère des Affaires étrangères), France (Agence française de développement), Allemagne (Ministère fédéral des Affaires étrangères), Organisation internationale pour les migrations, Irlande (Département des Affaires étrangères et du Commerce), Japon (Organisation japonaise du commerce extérieur), Lettonie (Ministère des Affaires étrangères), Principauté du Liechtenstein (Ministère des Affaires étrangères), Luxembourg (Ministère des Affaires étrangères et européennes), Malte (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce), Pays-Bas (Ministère des Affaires étrangères), Norvège (Ministère des Affaires étrangères), Qatar (Ministère des Affaires étrangères), République de Corée (Ministère des Affaires étrangères), Slovaquie (Ministère des Affaires étrangères), Suède (Ministère des Affaires étrangères), Suisse (Département fédéral des Affaires étrangères), Programme alimentaire mondial des Nations Unies, et Banque mondiale.

Crisis Group entretient également des relations avec les fondations et organisations suivantes : Carnegie Corporation of New York, Friedrich Ebert Stiftung, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, National Endowment for Democracy, Oak Foundation, Open Society Foundations, PAX sapiens, Ploughshares Fund, Pivotal Foundation, The David and Lucile Packard Foundation, Quadrature Climate Foundation, Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund, Stand Together Trust, Stiftung Mercator, et Wellspring Philanthropic Fund.

Novembre 2025

Annexe F : Rapports et briefings sur l'Afrique depuis 2022

Rapports et briefings spéciaux

7 Priorities for the G7: Managing the Global Fallout of Russia's War on Ukraine, Briefing spécial N°7, 22 juin 2022.

Ten Challenges for the UN in 2022-2023, Briefing spécial N°8, 14 septembre 2022.

Seven Priorities for Preserving the OSCE in a Time of War, Briefing spécial N°9, 29 novembre 2022.

Seven Priorities for the G7 in 2023, Briefing spécial N°10, 15 mai 2023.

Dix défis pour les Nations unies en 2023-2024, Briefing spécial N°11, 14 septembre 2023 (aussi disponible en anglais).

Dix défis pour les Nations unies en 2024-2025, Briefing spécial N°12, 10 septembre 2024 (aussi disponible en anglais).

Dix défis pour les Nations unies en 2025-2026, Briefing spécial N°13, 9 septembre 2025 (aussi disponible en anglais).

Afrique

Huit priorités pour l'Union africaine en 2022, Briefing Afrique N°177, 1er février 2022 (aussi disponible en anglais).

Huit priorités pour l'Union africaine en 2023, Briefing Afrique N°186, 14 février 2023 (aussi disponible en anglais).

Huit priorités pour l'Union africaine en 2024, Briefing Afrique N°195, 14 février 2024 (seulement disponible en anglais).

Huit priorités pour l'Union africaine en 2025, Briefing Afrique N°205, 6 février 2025 (aussi disponible en anglais).

Afrique australe

Winning Peace in Mozambique's Embattled North, Briefing Afrique N°178, 10 février 2022.

Afrique centrale

Militantes, victimes, œuvrant pour la paix : les femmes dans le conflit anglophone au Cameroun, Rapport Afrique N°307, 23 février 2022 (aussi disponible en anglais).

Apaiser les Tensions dans l'Est de la RD Congo et les Grands Lacs, Briefing Afrique N°181, 25 mai 2022 (aussi disponible en anglais).

Transition au Tchad : apaiser les tensions en ligne, Briefing Afrique N°183, 13 décembre 2022 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : réexaminer le « Statut spécial » des régions anglophones, Briefing Afrique N°188, 31 mars 2023 (aussi disponible en anglais).

Le rôle croissant du Rwanda en République centrafricaine, Briefing Afrique N°191, 7 juillet 2023 (aussi disponible en anglais).

Élections en RD Congo : limiter les risques de violence, Rapport Afrique N°312, 30 octobre 2023 (aussi disponible en anglais).

Tchad : rompre le cycle des violences agropastorales, Briefing Afrique N°199, 23 août 2024 (aussi disponible en anglais).

Tchad : limiter l'impact de la guerre au Soudan dans le Ouaddaï, Briefing Afrique N°202, 14 novembre 2024 (aussi disponible en anglais).

Violence et transhumance en Centrafrique : le temps d'agir, Rapport Afrique de Crisis Group N°317, 28 mai 2025 (aussi disponible en anglais).

Cameroun : prévenir les troubles à l'approche du scrutin présidentiel, Briefing Afrique N°206, 8 août 2025 (aussi disponible en anglais).

Afrique de l'Ouest

Après Shekau : faire face aux jihadistes dans le nord-est du Nigéria, Briefing Afrique N°180, 29 mars 2022 (aussi disponible en anglais).

Managing Vigilantism in Nigeria: A Near-term Necessity, Rapport Afrique N°308, 21 avril 2022.

Contenir l'insurrection jihadiste dans le Parc W en Afrique de l'Ouest, Rapport Afrique N°310, 26 janvier 2023 (aussi disponible en anglais).

Mitigating Risks of Violence in Nigeria's 2023 Elections, Rapport Afrique N°311, 10 février 2023.

Empêcher les jihadistes de pénétrer dans le nord de la Côte d'Ivoire, Briefing Afrique N°192, 11 août 2023 (aussi disponible en anglais).

JAS vs. ISWAP: The War of the Boko Haram Splinters, Africa Briefing N°196, 28 mars 2024 (seulement disponible en anglais).

Restoring Nigeria's Leadership for Regional Peace and Security, Briefing Afrique N°203, 11 décembre 2024 (seulement disponible en anglais).

Election présidentielle sous tension : le paradoxe ivoirien, Rapport Afrique N°318, 1er août 2025.

Afrique Sahel

Mali : éviter le piège de l'isolement, Briefing Afrique N°185, 9 février 2023 (aussi disponible en anglais).

Burkina Faso : armer les civils au prix de la cohésion sociale ?, Rapport Afrique N°313, 15 décembre 2023 (aussi disponible en anglais).

Nord du Mali : revenir au dialogue, Rapport Afrique N°314, 20 février 2024.

Etre femme à Abala : patriarcat, jihadisme et carences de l'Etat au Niger, Briefing Afrique N°200, 29 août 2024 (aussi disponible en anglais).

Le tournant souverainiste au Mali : ajuster la trajectoire, Rapport Afrique N°315, 3 décembre 2024 (aussi disponible en anglais et en russe).

Succession Fever Deepens South Sudan's Malaise, Briefing Afrique N°207, 1 septembre 2025.

Electoral Showdown in Somalia: Averting Another Round of Turmoil, Briefing Afrique N°208, 24 septembre 2025.

Corne de l'Afrique

South Sudan's Splintered Opposition: Preventing More Conflict, Briefing Afrique N°179, 25 février 2022.

Kenya's 2022 Election: High Stakes, Briefing Afrique N°182, 9 juin 2022.

Considering Political Engagement with Al-Shabaab in Somalia, Rapport Afrique N°309, 21 juin 2022.

Sustaining Gains in Somalia's Offensive against Al-Shabaab, Briefing Afrique N°187, 21 mars 2023.

Absorbing Climate Shocks and Easing Conflict in Kenya's Rift Valley, Briefing Afrique N°189, 20 avril 2023.

A Race against Time to Halt Sudan's Collapse, Briefing Afrique N°190, 22 juin 2023.

Avoiding a New Cycle of Conflict in Somalia's Galmudug State, Briefing Afrique N°193, 25 septembre 2023.

Ethiopia's Ominous New War in Amhara, Briefing Afrique N°194, 16 novembre 2023.

Halting the Catastrophic Battle for Sudan's El Fasher, Briefing Afrique N°198, 24 juin 2024.

The Islamic State in Somalia: Responding to an Evolving Threat, Briefing Afrique N°201, 12 septembre 2024.

Fighting Climate Change in Somalia's Conflict Zones, Rapport Afrique N°316, 10 décembre 2024.

Sudan's Calamitous War: Finding a Path toward Peace, Briefing Afrique N°204, 21 janvier 2025.

Annexe G : Conseil d'administration de l'International Crisis Group

PRESIDENT-DIRECTEUR GENERAL

Comfort Ero

Ancienne vice-présidente par intérim de Crisis Group et ancienne directrice du programme Afrique

COPRÉSIDENTS

Frank Giustra

Président-directeur général, Fiore Group

Susana Malcorra

Ancienne ministre des Affaires étrangères d'Argentine

AUTRES MEMBRES DU CONSEIL

Fola Adeola

Fondateur et président, FATE Foundation

Abdulaziz Al Sager

Fondateur et président du Gulf Research Center et président de Sager Group Holding

Hushang Ansary

Président, Parman Capital Group LLC ; ancien ambassadeur d'Iran aux Etats-Unis et ministre des Finances et des Affaires économiques

Gérard Araud

Ancien ambassadeur de France aux États-Unis

Zeinab Badawi

Présidente, SOAS Université de Londres

Carl Bildt

Ancien ministre des Affaires étrangères de la Suède

Sandra Breka

Directrice générale de Robert Bosch Stiftung

Maria Livanos Cattau

Ancienne secrétaire générale à la Chambre de commerce internationale

Ahmed Charai

Président-directeur général de Global Media Holding et éditeur de l'hebdomadaire marocain L'Observateur

Nathalie Delapalme

Directrice exécutive et membre du conseil de la fondation Mo Ibrahim

María Fernanda Espinosa

Ancienne présidente de la 73ème session de l'Assemblée générale des Nations unies

Miriam Coronel-Ferrer

Ancienne conseillère principale en médiation aux Nations unies

Sigmar Gabriel

Ancien ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand

Fatima Gailani

Présidente du Afghanistan Future Thought Forum et ancienne présidente de la Société du Croissant-Rouge afghan

Julius Gaudio

Directeur général, D. E. Shaw & Co., L.P.

Pekka Haavisto

Membre du Parlement et ancien Ministre des Affaires étrangères de Finlande

Stephen Heintz

Président et directeur général, Rockefeller Brothers Fund

Rima Khalaf-Hunaidi

Ancienne sous-secrétaire générale des Nations unies et secrétaire exécutive de la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale

Hu Shuli

Rédactrice en chef de Caixin Media ; professeure à l'université Sun Yat-sen

Mo Ibrahim

Fondateur et président, Fondation Mo Ibrahim ; fondateur, Celtel International

Mahamadou Issoufou

Ancien président du Niger

Wadah Khanfar

Cofondateur, forum Al Sharq ; ancien directeur général du réseau Al Jazeera

Nasser al-Kidwa

Président de la fondation Yasser Arafat ; ancien médiateur adjoint de l'ONU sur la Syrie

Bert Koenders

Ancien ministre néerlandais des Affaires étrangères et sous-secrétaire général des Nations Unies

Andrey Kortunov

Directeur général du Conseil russe pour les affaires internationales

Ivan Krastev

Président du Centre pour les stratégies libérales (Sofia) ; membre fondateur du conseil d'administration du Conseil européen des relations internationales

Nancy Lindborg

Présidente et directrice générale, Packard Foundation

Tzipi Livni

Ancienne ministre des Affaires étrangères et vice-Premier ministre d'Israël

Helge Lund

Ancien président-directeur général de BG Group Limited et Statoil ASA

Lord (Mark) Malloch-Brown

Ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement

William H. McRaven

Amiral retraité de la marine américaine ayant servi comme 9ème commandant du commandement des opérations spéciales américaines

Shivshankar Menon

Ancien ministre indien des Affaires étrangères et conseiller à la sécurité nationale

Naz Modirzadeh

Directeur du programme sur le droit international et les conflits armés de la faculté de droit de Harvard

Saad Mohseni

Président et directeur général de MOBY Group

Nadia Murad

Fondatrice et présidente de Nadia's Initiative

Ayo Obe

Présidente du conseil, Gorée Institute (Sénégal) ; avocate (Nigéria)

Lubna Olayan

Présidente du Comité exécutif et présidente adjointe de Olayan Financing Company (OFC)

Meghan O'Sullivan

Ancienne conseillère U.S. adjointe pour la sécurité nationale en Iraq et en Afghanistan

Kerry Propper

Associé directeur d'ATW Partners ; Fondateur et président de Chardan Capital

Ahmed Rashid

Auteur et journaliste spécialiste de la politique extérieure, Pakistan

Nirupama Rao

Ancienne ministre des Affaires étrangères de l'Inde et ancienne ambassadrice de l'Inde en Chine et aux États-Unis

Juan Manuel Santos Calderón

Ancien président de la Colombie ; Lauréat du Prix Nobel de la paix 2016

Ine Eriksen Søreide

Ancien ministre norvégien des
Affaires étrangères, ancien
ministre de la Défense et
président de la commission des
Affaires étrangères et de la
Défense

Alexander Soros

Membre, Open Society
Foundations

George Soros

Président, Open Society
Institute ; président du Soros
Fund Management

Darian Swig

Fondatrice et présidente, Article
3 Advisors ; Co-fondatrice et
présidente du conseil
d'administration, Article3.org

CONSEIL MONDIAL DES ENTREPRISES

Un cercle distingué de soutiens de Crisis Group, composé de cadres supérieurs et d'entreprises du secteur privé.

Leaders mondiaux

Aris Mining

Shearman & Sterling LLP

White & Case LLP

Partenaires mondiaux

(2) Donateur anonyme

APCO Worldwide Inc.

BP

Chevron

Eni

Equinor

GardaWorld

Semptra Energy

TotalEnergies

CRISIS GROUP EMERITES

Mort Abramowitz – Fondateur et président émérite

George Mitchell – Président émérite

Gareth Evans – Président émérite

Lord (Mark) Malloch-Brown – Fondateur et président émérite

Thomas R. Pickering – Président émérite